

Rapport de Conception de l'Évaluation et Plan de Travail

Évaluation de l'Activité Accès à la Finance Rurale au Burkina Faso

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS	3
1. INTRODUCTION	4
1.1. STATUT ACTUEL DE L'AGRICULTURE AU BURKINA FASO	4
1.2 OBJECTIFS DU RAPPORT	7
2. APERÇU DU COMPACT ET INTERVENTIONS EVALUEES	8
2.1. APERÇU DU PLAN DE PROJET ET DE SA MISE EN ŒUVRE	8
2.2 LES PRINCIPAUX INDEX DU PROGRAMME ET COMMENT ATTEINDRE NOS OBJECTIFS.....	11
2.3 LIEN POUR TRE ET ANALYSE DE BENEFICIAIRE	14
3. REVUE DE LA LITTÉRATURE	14
4. CONCEPTION DE L'ÉVALUATION	18
4.1. LA POLITIQUE PERTINENTE DE L'EVALUATION	18
4.2. APERÇU DE L'EVALUATION	19
4.3. QUESTIONS D'EVALUATION	21
4.4. METHODOLOGIE DE LA CONCEPTION D'EVALUATION	22
4.5. ÉCHANTILLON DE L'ETUDE	24
4.6. PLAN D'ANALYSE	27
4.7. CALENDRIER D'EXPOSITION.....	27
4.8. LIMITES ET DEFIS.....	28
5. SOURCES DE DONNÉES ET DEFINITION DES RÉSULTATS	30
5.1. PLANS DE COLLECTE DE DONNEES	30
5.2. BESOINS TECHNIQUES	30
5.2.1. SOURCES DE DONNEES POUR L'ANALYSE QUANTITATIVE	30
5.2.2. SOURCES DE DONNEES POUR L'ANALYSE QUALITATIVE	31
6. CONSIDERATIONS ADMINISTRATIVES	37
6.1. RESUME SUR LES EXIGENCES DU COMITE D'EXAMEN ÉTHIQUE (IRB).....	37
6.2 CREATION DES FICHIERS DE DONNEES POUR L'ACCES, LA CONFIDENTIALITE ET DE LA DOCUMENTATION	38
6.2.1. REDUCTIONS DES RISQUES	38
6.2.2. ASSURANCE DE LA QUALITE	39
6.3. PLAN DE DIFFUSION	40
6.4. ROLES ET RESPONSABILITES DE L'EQUIPE D'EVALUATION	40
6.5. CHRONOLOGIE DE L'ÉVALUATION	44
6.6. PLAN D'EXECUTION	45
ANNEXES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

Liste des Acronymes et Abréviations

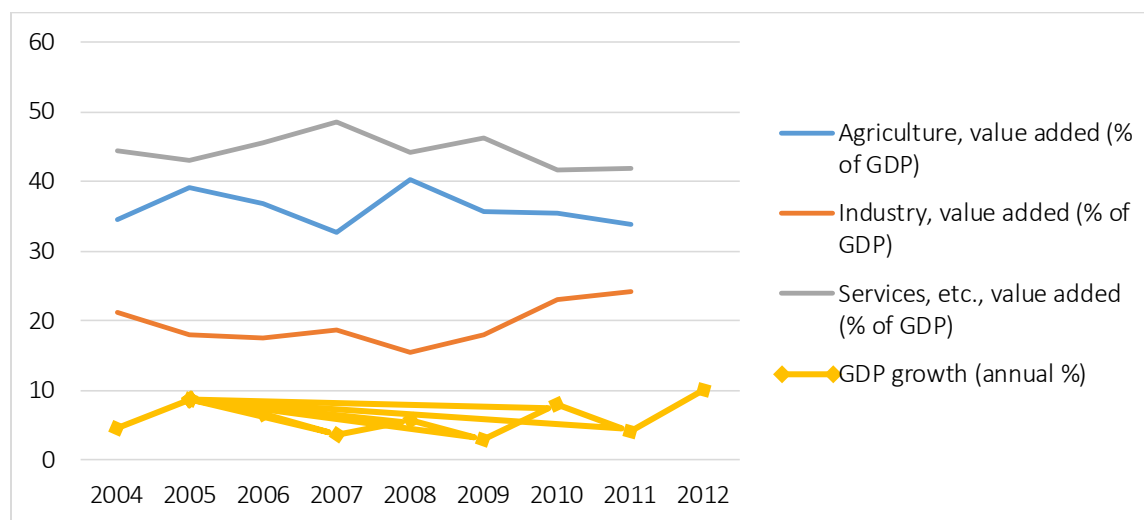
AD10	Consortium d'AECOM et Desjardins
ARF	Activité Accès au Financement Rural (Access to Rural Finance)
APD	Agence du Partenariat pour le Développement
BACB	Banque Agricole et Commerciale du Burkina Faso
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CFEAC	Centre Financier aux Entreprises Agricoles et Commerciales
DGESS	Direction Générale des Etudes Sectorielles et de la Statistique
DGPER	Direction Générale pour la Promotion de l'Economie Rurale
IFP	Institution Financière Participante
IRB	Comité d'Examen Éthique (Institutional Review Board)
MASA	Ministère de l'Agriculture et Sécurité Alimentaire
MCA-BF	Millennium Challenge Account du Burkina Faso
MCC	Millennium Challenge Corporation
M&E	Monitoring et Evaluation (Suivi et Évaluation)
PDA	Projet de développement agricole
PIB	Produit Intérieur Brut
PMC	Project Management Consultant
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNSR	Programme National du Secteur Rural
PSNF	Prestataires de Services Non-Financiers
RAF	Loi de la Réorganisation Agraire et Foncière
RCPB	Réseau des Caisses Populaires du Burkina
FFR	Facilité de Financement Rurale
TRE	Taux de rentabilité économique

1. INTRODUCTION

1.1. Statut actuel de l'agriculture au Burkina Faso

Le Burkina Faso est un pays à faible revenu, avec un PIB par habitant d'environ 634 US\$. Il a connu une croissance moyenne de 6% au cours de 2004-2012. Les taux de croissance réels ont toutefois considérablement varié d'une année à l'autre, en partie en raison des conditions météorologiques. En 2012 par exemple, la croissance du PIB a atteint 10% (le double de la moyenne de l'Afrique sub-saharienne). Le secteur des services a été le plus grand contributeur au PIB (44,9%), suivi par l'agriculture (33,8%), et l'industrie (22,2%).

Figure 1: Croissance du PIB (%) et valeur ajoutée par secteur



Source: La Banque mondiale, Indicateurs de développement mondial, datés Mars 2014

77,3% de la population du Burkina réside dans les zones rurales et l'agriculture, l'élevage et la pêche occupent près de 80% de la population active. Cependant, la majorité des agriculteurs burkinabés continuent à produire principalement pour l'autoconsommation: entre 60% et 70% de la nourriture produite est consommée par les ménages eux-mêmes.¹ Les Céréales et les cultures de rente telles que le coton, l'arachide, le beurre de karité et le sésame dominant, mais le volume et la gamme des exportations demeurent faibles. Les Céréales (mil, sorgho, maïs, riz, fonio) sont cultivées sur 78% des terres et jouent un rôle vital pour la sécurité alimentaire du pays car ils représentent près de 73% de l'apport alimentaire de la population. Les cultures de rente (coton, sésame, arachide, soja) sont cultivées sur environ 19% de la superficie totale et jouent un rôle clé dans les exportations.²

¹ MASA (2011)

² MASA (2011)

Le coton est l'un des principaux secteurs de l'économie burkinabé. En fait, le Burkina Faso est le plus grand producteur africain de coton, qui représente à lui seul aujourd'hui 14% des exportations. Avec un haut niveau d'organisation de la filière, le coton est un secteur économique sous la supervision du Ministère du Commerce (plutôt que du Ministère de l'Agriculture). Le coton occupe environ 10 à 15% des terres arables et représente en moyenne 65% des revenus de trésorerie des ménages.³

Le secteur est caractérisé par une faible productivité due à la petite taille des exploitations, des droits de propriété flous en raison de l'utilisation limitée des titres fonciers, des difficultés d'accès aux intrants et aux équipements agricoles, ainsi qu'au manque d'infrastructure. Le pays dispose d'un grand potentiel en terres cultivables estimé à 9 millions d'hectares dont environ 46% étaient exploités en 2008. De celles-ci, on estime à 75% les exploitations de taille inférieure à 5 ha et à 30% les exploitations inférieure à 2 ha⁴. La majorité des producteurs (58%) n'a adopté aucun système de sécurisation foncière et les modes modernes de sécurisation foncière (bail, titre foncier, permis d'exploitation, bornage et procès verbal de palabre) sont très peu utilisés.⁵ Seulement 0,6% des terres cultivées sont irriguées, 44% des exploitations n'ont aucun niveau de mécanisation, et seulement 15% des agriculteurs utilisent des semences améliorées. Pour faire face à ce problème, avec le soutien de MCC, le Gouvernement a adopté en 2009 la loi de réorganisation agraire et foncière (RAF), qui reconnaît le droit de propriété ou de jouissance aux particuliers.

L'accès au marché est une autre contrainte majeure pour le développement de l'agriculture au Burkina Faso. Le taux de commercialisation reste faible : 6-9% pour les céréales et 40% pour les cultures de rente.⁶ Les techniques et les infrastructures de stockage et de conservation post récolte sont peu performantes (avec des pertes pouvant aller à 30% pour les céréales) réduisant ainsi la compétitivité des exploitations et filières agricoles. La transformation demeure encore embryonnaire et dominée par des unités artisanales et semi-industrielles. Cette situation s'explique par la faible demande des produits transformés, le faible niveau d'accès des acteurs aux équipements et infrastructures de transformation, la faible incitation pour les entreprises de transformation des produits agricoles et la forte concurrence des produits importés.

Le système financier ne sert l'agriculture que marginalement, à l'exception du coton. Le volume des prêts varie grandement avec les conditions climatiques ainsi que les conditions macro-économiques globales (voir le tableau 1). Tandis que les prêts à court terme à l'agriculture se sont élevées en 2011 à environ \$ 53,3 MM (4,2% du total des prêts à court terme), ce volume est tombé à seulement \$ 38,2 MM (2,3% du total des prêts à court terme) l'année suivante. Le montant des prêts à moyen et long terme à l'agriculture était encore plus faible, avec seulement environ 0,6% des prêts agricoles en 2012 (le montant en \$ diminuant de 8,6 MM en 2010 à 3,98 MM en 2012). En revanche, pendant ces mêmes années, le secteur du

³ MECV (2011)

⁴ Gouvernement du Burkina Faso, (2012).

⁵ Gouvernement du Burkina Faso, (2012).

⁶ Gouvernement du Burkina Faso, (2012).

commerce a reçu 34,6% (2011) et 46,5% (2012) du crédit à court terme octroyé tandis que la part du secteur des travaux publics était de 20% (2011) et 15,8% (2012) respectivement.⁷

Seulement 2,1% de la population agricole bénéficie du crédit, dans le 35,4% des cas en espèces, plus souvent (61,3%) en intrants.⁸ Seulement 1,7% des producteurs ont reçu un crédit d'équipement, généralement octroyé par les fournisseurs.⁹ Les principaux obstacles à l'accès au financement formel sont (i) l'absence ou l'insuffisance de garanties matérielles de la part des producteurs, (ii) les produits mal adaptés aux cycles de revenus dans le secteur agricole et (iii) l'absence de ressources financières adéquates pour des crédits d'investissement de moyen et long terme (iv) un revenu volatile due aux aléas naturels (aléas climatiques, maladies, etc.). Les mécanismes financiers innovants tels que la tierce détention (ou le warrantage agricole), le leasing, le financement mixte, sont encore très peu développés.

Aujourd'hui, Ecobank est un leader dans le financement du secteur agricole avec le plus grand volume de prêts octroyés au secteur (FCFA 47 B / \$ 97 MM). Ecobank a acquis en 2009 la Banque Agricole et Commerciale appartenant à l'Etat du Burkina Faso (BACB), et est devenu la plus grande banque au Burkina en termes d'actifs, de ressources, d'emploi et de couverture géographique. L'objectif déclaré d'Ecobank est de servir toutes les filières agricoles. Cependant, le portefeuille de la banque est fortement concentré (80%) en coton, en raison de l'absence de chaîne de valeur organisée dans les autres filières.¹⁰

Tableau 1: Répartition des prêts par secteur et par terme (USD, MM)

Secteur	Court terme				Moyen et long terme			
	2010	2011	2012	2012%	2010	2011	2012	2012%
Agriculture	39,72	53,32	38,18	2,28%	8,6	7,19	3,98	0,58%
Industrie extractive	6,25	18,25	13,73	0,82%	10,25	15,96	9,78	1,41%
Transformation industrielle	190,38	162,82	164,82	9,86%	51,92	56,29	65,78	9,51%
Electricité eaux gaz	18,62	23,06	22,09	1,32%	5,57	9,85	21,88	3,16%
Construction	222,17	251,24	263,68	15,78%	29,65	72,54	47,37	6,85%
Entier et de détail commerce, restaurants, hôtels	318,24	434,99	777,29	46,51	62,83	91,51	127,16	18,39%
Transport location communication	82,75	100,35	103,63	6,20%	68,08	76,97	123,46	17,86
Assurance, immobilier entreprise services	45,5	4,3	75,07	4,49%	22,95	29,94	17,74	2,57%
Social services	165,88	163,18	212,86	12,74%	136,4	181,22	274,22	39,66%
TOTAL	1089,53	1256,1	1671,35	100,00%	396,4	541,46	691,39	100,00%

Source : BCEAO (2013)

⁷ BCEAO (2013)

⁸ MASA (2008)

⁹ Ministère de l'Agriculture et Sécurité Alimentaire. Recensement Générale de l'Agriculture 2008

¹⁰ Il y a trois sociétés de négoce de coton opérant au Burkina Faso, chacune monopolise une zone géographique déterminée. Elles fournissent une assistance technique aux agriculteurs ainsi que des intrants à crédit. Elles achètent le coton produit par les agriculteurs, puis déduisent ses avances du montant à verser aux agriculteurs. Ce processus d'organisation est soutenu par des mesures prises par le gouvernement, telles que les subventions des prix des intrants. Cet accès bien structuré sur le marché réduit les risques de remboursement du point de vue des institutions financières et les rend plus disposés à financer le secteur. Toutefois, ce financement est presque exclusivement à court terme dans la nature. Bien que critiqué, il ne traite pas le problème fondamental de la durabilité du secteur du coton en Afrique, à savoir une qualité moindre et une faible productivité.

Le portefeuille agricole des institutions de micro-finance se concentre également sur le secteur du coton. Le Réseau des Caisses Populaires du Burkina Faso (RCPB) qui représente 75% du secteur dans le Pays, consacre 22% de son portefeuille à l'agriculture (qui est d'environ \$ 40 MM), dont la moitié au coton. Le RCPB a été créé en 1970 avec l'appui de Développement International Des jardins. Actuellement, environ deux tiers des membres appartiennent aux caisses urbaines de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso. Afin de professionnaliser le réseau, quatre Centres Financiers des Entreprises ont été établis pour l'évaluation et la gestion de crédits de montant supérieur à 5 millions de FCFA (environ \$10 300). Récemment, le premier Centre Financier aux Entreprises Agricoles et Commerciale (CFEAC) a été créé pour développer des produits financiers adaptés au secteur agricole tels que le warrantage¹¹ en collaboration avec les organisations paysannes, qui n'est pas encore diffusé à grande échelle.

1.2 Objectifs du rapport

A2F Consulting a été contracté par le MCC pour effectuer une évaluation indépendante de l'activité d'accès au financement rural (ARF), qui faisait partie du projet de développement agricole (PDA) du Compact du MCA-Burkina Faso. L'ARF devait jouer un rôle clé dans la mise en place des autres activités du PDA, à travers la facilitation de l'accès au crédit à moyen terme pour les investissements dans l'irrigation et la diversification agricole pour les PME qui travaillent dans le secteur de l'agriculture dans les régions du sud et de l'ouest du Burkina Faso. L'activité ARF était composée de trois sous-activités: (i) une facilité de financement rural (FFR); (ii) la formation des institutions financières participantes (IFP); et (iii) un soutien aux emprunteurs finaux potentiels par le biais de Prestataires de Services Non-Financiers (PSNF).

L'évaluation visera à comprendre la mesure dans laquelle les activités prévues ont été mises en œuvre, la validité de la logique du programme et de ses hypothèses, les résultats obtenus, et les leçons à tirer de la mise en œuvre du projet en utilisant une approche de méthodes mixtes. Ce rapport présente la conception de l'évaluation, y compris les questions de recherche, la méthodologie d'échantillonnage, la collecte de données et l'analyse, les sources de données, les matériels pour l'évaluation et les documents pour l'approbation de la IRB (Institutional Review Board – Comité d'Examen Ethique), les activités de diffusion et de plan de travail. Le modèle a été développé sur la base des informations et des documents fournis par le MCC et à la suite d'une mission exploratoire menée à Ouagadougou, au Burkina Faso, en Novembre 2014.

¹¹ Le warrantage est un système de crédit rural, selon lequel les producteurs peuvent utiliser leurs vivres déposés dans un entrepôt sécurisé comme garantie pour un emprunt.

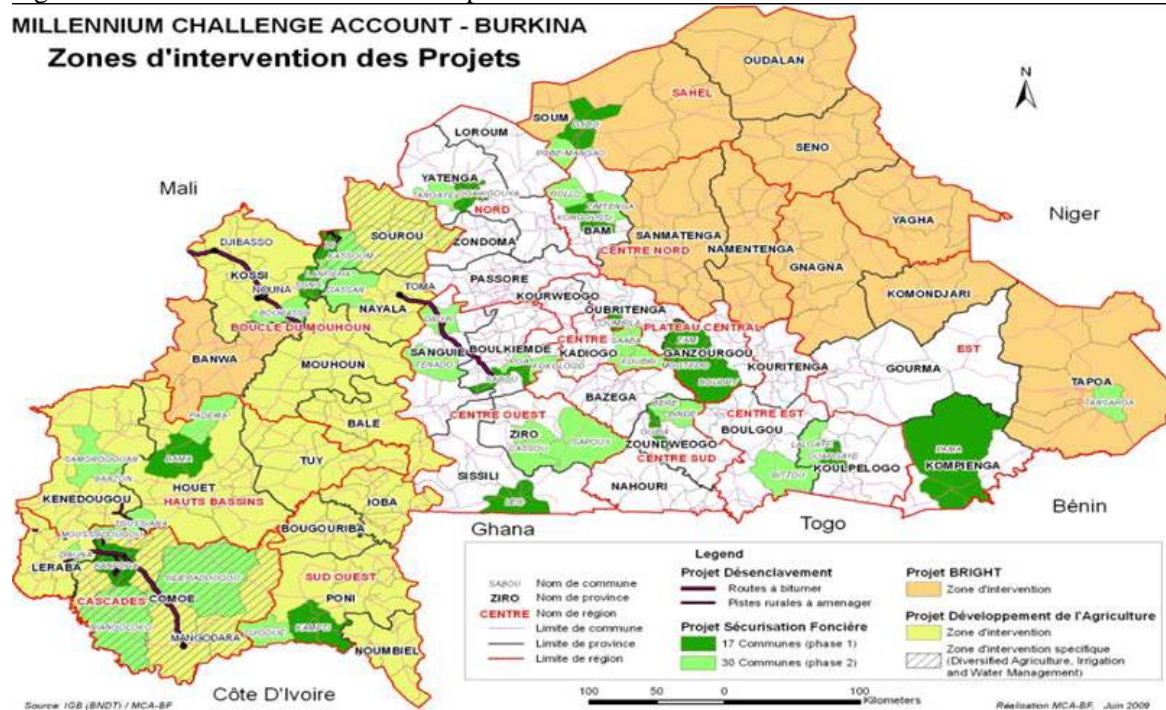
2. APERÇU DU COMPACT ET INTERVENTIONS EVALUEES

2.1. Aperçu du plan de projet et de sa mise en œuvre

Le MCC a signé un Compact de cinq ans avec le gouvernement du Burkina Faso en Juillet 2008. A cette fin, le MCA-Burkina Faso a été établi comme entité juridique indépendante responsable de la mise en œuvre du Compact au nom du gouvernement du Burkina Faso. Le Compact est entré en vigueur en Juillet 2009 et a pris fin en Juillet 2014. L'objectif du compact était de stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté rurale grâce à des investissements dans quatre projets: le Projet de sécurisation foncière, le Projet de développement agricole (ADP), le Projet de désenclavement des routes, et le Projet de la scolarisation de la jeune fille (BRIGHT II).

Le Projet de développement agricole visait l'augmentation des opportunités d'emploi et des revenus ruraux ainsi que l'amélioration de la compétitivité des économies rurales dans la vallée du Sourou et le bassin du Comoé en abordant les obstacles à la croissance économique du pays, à savoir l'accès limité des producteurs à une main-d'œuvre qualifiée, aux marchés et aux intrants, aux ressources d'eau et au crédit. L'ADP a trois composantes principales: la gestion de l'eau et irrigation, la diversification agricole et l'accès au financement rural.

Figure 2: Zones d'intervention du Compact du Burkina Faso



Source : Documents du projet MCC/MCA

La portée des travaux de cette évaluation concerne la composante de l'accès au financement rural (ARF) du Projet de développement agricole. Avec un budget initial d'environ 14 millions de dollars, cette activité a été conçue pour accroître l'accès au crédit pour

les petites et moyennes entreprises travaillant dans la chaîne de valeur agricole dans les quatre régions de l'Ouest du Burkina Faso (Boucle du Mouhoun, des Cascades, des Hauts Bassins, et Sud- Ouest). L'ARF est composée de trois sous-activités: (i) la facilité de financement rural (FFR) pour offrir un financement à moyen terme; (ii) la formation des institutions financières participantes (IFP) qui étendaient des prêts par le biais de la facilité FFR; et (iii) l'appui aux emprunteurs finaux potentiels par le biais des Prestataires de Services Non-Financiers (PSNF) pour renforcer leurs capacités à gérer leurs finances, réduisant ainsi le risque perçu des IFP et de toute autre institution financière qui considérerait une entrée dans le secteur.

La facilité de financement rural (FFR) était un fonds de prêt, initialement fixé à 10 millions de dollars à travers lequel MCA-Burkina accordait des prêts à moyen terme aux IFP sélectionnées. Les IFP devaient à leur tour utiliser les fonds du FFR pour octroyer des prêts aux agriculteurs et aux petites et moyennes entreprises rurales et agricoles dans les régions de l'ouest du Burkina Faso à des fins d'investissement, jusqu'à un plafond de \$100,000 avec des échéances de 18 mois à cinq ans. Les IFP étaient responsables de leur propre processus d'évaluation et d'approbation des dossiers de prêt à l'emprunteur final. En outre, les IFP devaient remplir les exigences environnementales. Le MCA a prêté les fonds aux IFP à un taux subventionné de 3% par an, ce qui devait aider à atténuer le risque perçu du crédit rural. Les IFP pourraient ensuite prêter aux emprunteurs finaux à des taux d'intérêt du marché, mais devaient rembourser le financement à moyen terme même si les emprunteurs finaux ne remboursaient pas. Les IFP, qui satisfaisaient certaines normes de rendement pourraient postuler pour des fonds challenge¹² pour renforcer leurs opérations de prêt dans les régions rurales cibles. Les fonds challenge devaient initialement être financés par le FFR. Le Consortium composé d'AECOM et Développement International Des jardins (dit consultant AD10) a été retenu pour lancer et gérer la composante FFR sous la supervision du MCA-BF et pour assurer un transfert propre à une institution locale à la fin du contrat.

Le renforcement des capacités des IFP du FFR devait être fourni par le consultant AD10 pour aider les IFP à rentabiliser et élargir en toute sécurité le crédit rural. À la suite de la formation, les IFP étaient censées introduire les méthodes et les technologies qui leur permettraient de réduire les coûts et les risques liés au financement rural et agricole. Le renforcement des capacités des IFP comprenait le développement et la mise en œuvre d'un programme d'accréditation pour les agents de crédit rural de l'IFP ainsi qu'un soutien aux institutions financières participantes pour leur permettre d'adopter de nouvelles méthodes et outils de financement rural. Le programme d'accréditation de crédit rural comprenait six modules: survol du financement rural et agricole, concepts de l'analyse financière et l'approbation du crédit, l'analyse d'une demande de prêt agricole, gestion des risques de financement de l'agriculture, les questions de genre dans le financement rural et les risques environnementaux du FFR. Cette sous-activité devait prendre place pendant les trois premières années du contrat d'AD10. Le consultant, sous la supervision du MCA-BF, devait travailler directement avec les IFP, d'autres institutions financières, les organismes de réglementation, et les donateurs du secteur financier.

¹² Un fonds challenge est un mécanisme de financement pour allouer des fonds donateurs à des fins spécifiques en utilisant la concurrence entre les organisations.

Pour fournir un soutien plus général au développement de la finance rurale au Burkina Faso, le consultant devait également faire des recommandations sur les réformes réglementaires pour soutenir le financement rural.

Un appui aux bénéficiaires finaux a été fourni par le biais de Prestataires de Services Non-Financiers (PSNF) pour les aider à améliorer leur gestion commerciale et financière et donc leur accès au financement. AD10 a appuyé le MCA dans le choix des PSNF participantes et la formation de ces PSNF. Les services qui devaient être fournis comprenaient: diagnostic et plans d'action, montage de dossiers de financement, appui-conseil ainsi que des prestations technologiques ou scientifiques. Un plafonnement des prix a été réalisé pour les différents services, mais les fournisseurs étaient libres de fixer leurs propres prix dans leurs contrats de service avec les clients. Le Fonds du MCA pour les services non-financiers fournissait des subventions selon une échelle mobile de 70% (pour les grandes entreprises) jusqu'à 90% (pour les petites entreprises) du montant plafond. Si le PSNF facturait plus que le montant plafond, le client devait payer 100% du montant supplémentaire. La subvention devait être versée par AD10 après réception de la preuve de paiement du client ainsi que des copies de livrables satisfaisants. Cette sous-activité devait être réalisée sur une période de 12 mois avec un budget initial de \$1 million.

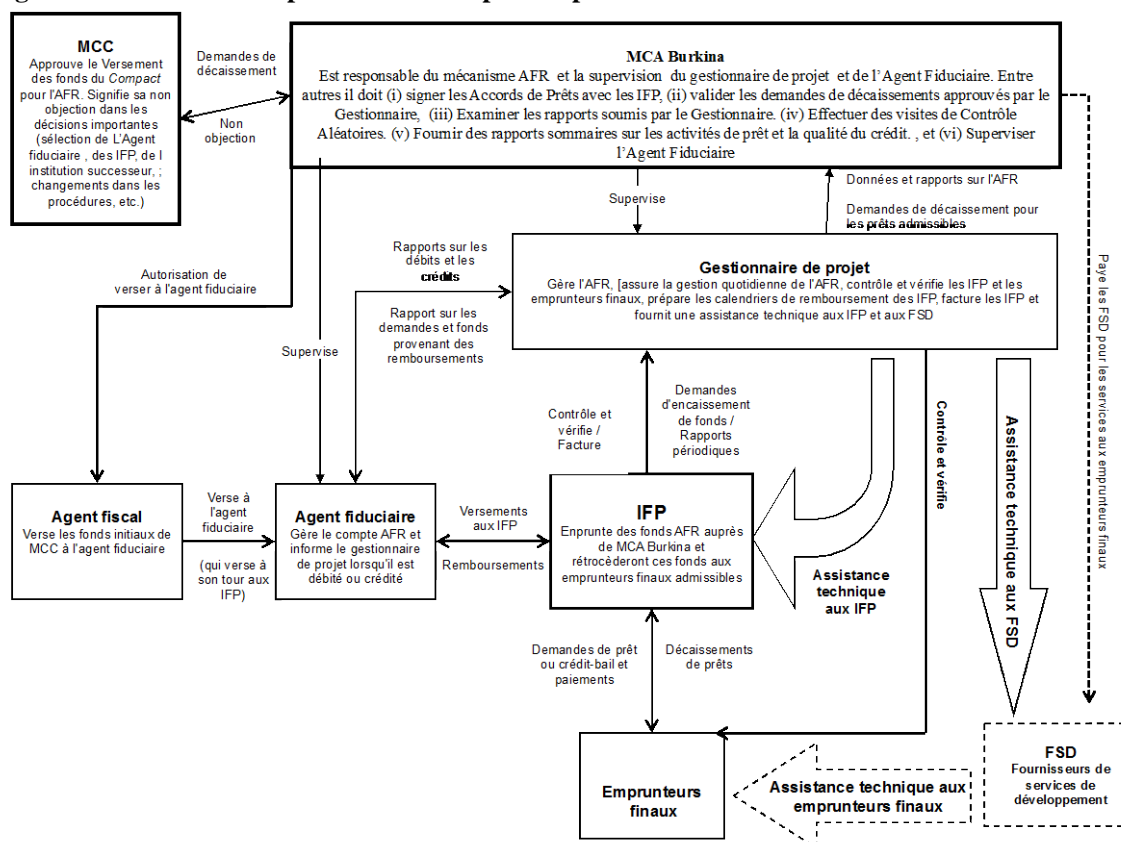
La mise en œuvre des activités ARF a connu de multiples retards et les sous-activités ARF ne sont pas toutes devenues opérationnelles avant début-2013, deux ans et demi après la date de démarrage prévue. Le procédurier du FFR et la structure administrative ont fait l'objet de plusieurs révisions en raison de préoccupations suscitées par le programme de crédit du Compact du Ghana, le rôle de l'agent fiduciaire, ainsi qu'un décaissement initial, qui enfreignait les procédures établies. Ces révisions ont mené à un délai cumulatif d'un an. En outre, des négociations prolongées entre le MCA-BF et AD10 y ont ajouté un délai de 6 mois. Par suite de tous ces délais, les premiers décaissements FFR aux IFP n'ont eu lieu qu'en 2012. Alors que les PSNF ont été sélectionnés début 2012, une issue par rapport à la gestion des paiements n'a été résolue que plus tard dans l'année, ce qui s'est traduit par la formation des PSNF et le recrutement des emprunteurs finaux effectués fin 2012.

Le budget Accès à la Finance Rurale a également fait l'objet de plusieurs révisions: les fonds de la Facilité de Financement Rural ont été réaffectés pour agrandir la part Accès à la Finance Rurale du contrat AD10 en raison de leurs responsabilités accrues de la gestion du Facilité de Financement Rural et des PSNF. En 2013, \$4 million ont été réaffectés du budget Accès à la Finance Rurale pour dégager des fonds pour la tranche optionnelle Di sous la composante Gestion de l'eau et de l'irrigation du Projet de Développement Agricole. Le budget total Facilité de Financement Rural a été réduit à \$5 million.

L'activité a été résiliée mi-2013, un an avant la fin de la Compact.

Les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'activité ARF, leurs rôles et responsabilités sont résumés dans la figure ci-dessous:

Figure 3: Les rôles et responsabilités des parties prenantes



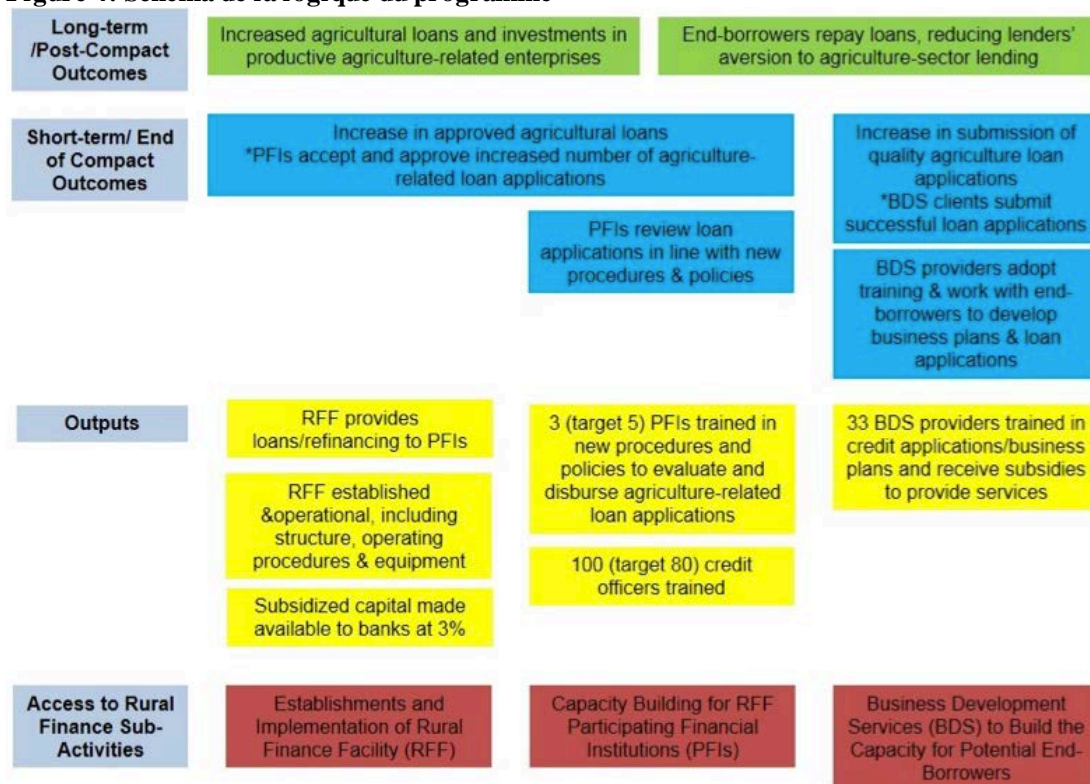
Source : Adaptation des documents de projet MCC/MCA-BF

Le Ministère de l'Agriculture a également joué un rôle important puisqu'il était responsable pour le développement et la livraison des formes environnementales.

2.2 Les principaux index du programme et comment atteindre nos objectifs

Le tableau suivant présente la logique du projet pour l'activité ARF avec les activités connexes, produits, résultats et impacts attendus.

Figure 4: Schéma de la logique du programme



Source : Termes de Référence de l'Évaluation du projet; MCC, Septembre 2014.

Selon la logique du programme, il était prévu que la mise à disposition des fonds subventionnés à moyen terme combiné avec une formation des IFP atténuerait leur risque et renforcerait leur confiance dans le crédit agricole et rural. Dans le même temps, l'appui fourni par les Prestataires de Services Non-Financiers (PSNF) augmenterait la qualité des demandes de prêt et renforcerait les compétences en gestion des entreprises rurales, et par conséquent, diminuerait davantage les risques perçus par les IFP. Par conséquent, dans le long terme les IFP devaient augmenter leur portefeuille rural, et les bénéficiaires finaux devaient rembourser les prêts plus facilement grâce à une meilleure gestion et une productivité accrue.

Sur la base de l'intérêt manifesté par les institutions financières burkinabè, les estimations de la demande de prêt non satisfaite dans la région, et l'utilisation du secteur financier, MCA prévoyait en particulier que:

- la demande annuelle de prêt du FFR par les IFP commencerait à 1 million de dollars la première année (par le biais d'environ 100 prêts), fixé à 4,5 millions de dollars la cinquième année ;
- au moins cinq institutions financières auraient considérablement agrandi leurs portefeuilles de crédit rural (pas moins de \$50MM au total), et leurs compétences ainsi que la mise en place des systèmes investis, les ressources et le capital nécessaires pour servir ce marché ;

- un minimum de 70 agents de crédit des institutions financières aurait terminé un programme de formation officiel couvrant le crédit rural et agricole.
- un minimum de 2000 emprunteurs potentiels dans les zones et au sein des chaînes de valeur ciblées devait recevoir un soutien des Prestataires de Services Non-Financiers (PSNF) et 30 PSNF auraient été formées et certifiées.

Tableau 2: Accès au financement rural - Indicateurs de réalisation escomptés

Indicateurs approuvés dans le Tableau de Suivi des Indicateurs (ITT)	Mesure	Objectif final
Valeur des prêts agricoles et ruraux	Million \$	5
Emprunteurs	Nombre	120
Entreprises et les groupes d'agriculteurs formés en crédit	Nombre	160
Emprunteurs éventuels FFR dont la capacité a été renforcée dans la préparation des dossiers de demande de prêt	Nombre	750
Nombre d'emprunteurs qui ont accédé au crédit après avoir reçu un soutien à l'élaboration de leurs demandes de prêt	Nombre	100

Source : Burkina Faso Q20 ITT ; Version Finale Approuvée ; Septembre 2014 ; Adapté du MCC/MCA-BF.

Tableau 3: Indicateurs supplémentaires des documents du projet - Objectif de prêts

Objectif de prêts	Mesure	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5
Nombre total de prêts du FFR (par an)	#	100	160	240	350	450
Valeur totale des prêts accordés par an par la facilité de la finance rurale	\$ Millions	1	1.6	2.4	3.5	4.5
L'augmentation des revenus des emprunteurs % (ajustée pour l'inflation et cumulative)	%	5%	10%	15%	20%	25%
Nombre d'agrobusiness qui ont reçu des prêts (par an)	#	0	175	200	275	350

Tableau 4: Indicateurs supplémentaires des documents du projet - Objectifs de renforcement des capacités des IFP

Objectifs de renforcement des capacités des IFP	Mesure	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5
Nombre d'agents de crédit formés par an	#	45	30			
Pourcentage des agents de crédit formés ayant reçu la certification	#	35	25			

Tableau 5: Indicateurs supplémentaires des documents du projet - PSNF / Cibles de l'entrepreneuriat

PSNF / Cibles de l'entrepreneuriat	Mesure	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5
Nombre de Prestataires de Services Non-Financiers (PSNF) formés	#	10	30	0	0	0
Nombre d'entreprises liées à l'agriculture qui ont reçu des services de soutien Prestataires de Services Non-Financiers (PSNF) (annuellement)	#	100	250	400	550	700
Nombre d'entrepreneurs ayant suivi la formation par an	#		80	80		

Sources pour les Tableaux 3-5: Document M&E FFR; Adapté du MCC / MCA-BF, aucune date précisée.

2.3 Lien pour TRE et analyse de bénéficiaire

L'analyse coût-bénéfice pour le Projet de développement agricole était très limitée, et ni le taux de rentabilité économique (TRE), ni l'analyse des bénéficiaires n'ont été réalisés spécifiquement pour l'activité ARF.

3. REVUE DE LA LITTÉRATURE

Jusqu'au milieu des années quatre-vingt, la politique de financement de l'agriculture a consisté principalement de la canalisation du crédit par le biais d'institutions financières de développement appartenant à l'Etat. Ces efforts ont principalement visé l'offre et les taux débiteurs et les exigences de garanties des banques commerciales comme des contraintes clés à aborder. Yaron (2000) explique que le principe derrière cette approche était que les pénuries existaient parce que la demande de crédit des PME agricoles était plus forte que l'offre, créant ainsi un pouvoir de monopole pour ceux qui offraient le crédit. Cependant, ces institutions ont été créées simplement pour canaliser les fonds, et non pas pour devenir des facilitateurs de crédit autonomes; elles ne faisaient face à aucune concurrence, et avaient une responsabilité limitée et donc manquaient d'incitation pour faire de sérieux efforts de collecte. Les réalisations de cette approche sont assez modestes, notamment parce qu'elles ne reconnaissaient pas le caractère multidimensionnel du défi auquel étaient confrontées les institutions financières dans les zones rurales. Dale Adams, Douglas Graham et Robert Vogel de l'Ohio State Université ainsi que JD Von Pischke de la Banque mondiale ont beaucoup écrit sur l'échec de ces politiques.

Un changement important de paradigme a pris place dans la finance agricole / rurale ultérieurement.¹³ Le Rapport sur le développement mondial 1989 incarne cette nouvelle approche plus centrée sur la nécessité de développer des systèmes financiers et de bâtir des institutions financières durables. Schmidt et Kropp (1987) affirment, par exemple, qu'une politique de taux d'intérêt élevé pourrait même améliorer l'accès au financement. Ils proposent une approche systémique à la finance rurale, qui est définie comme le côté financier de tous les

¹³ La finance rurale est un concept plus large que technique la finance agricole se concentre sur la fourniture de services financiers dans les zones rurales, à la fois pour les produits agricoles ainsi que les activités non-agricoles.

processus économiques dans les zones rurales. Cela comprend le financement, mais aussi l'épargne et l'assurance des risques financiers. JD Von Pischke (1991) parle à cet égard de la «finance à la frontière» et plaide en faveur d'une approche «niche de marché». Desai et Mellow (2002) identifient plusieurs éléments qui contribuent au développement d'un système financier efficace et durable en milieu rural tels que: la concurrence; la diversification du type des institutions financières; des institutions financières avec une organisation verticale et une haute densité de bureaux du terrain; un haut niveau de l'accès au financement dans la zone; et les multiples fonctions de l'institution financière pour répondre aux besoins financiers différents le long de la chaîne d'approvisionnement. Desai et al. (2002) font valoir ensuite que les systèmes qui répondent à ces critères sont mieux en mesure de réaliser une croissance rurale dans l'équité, la viabilité financière et l'intégration des marchés financiers ruraux, et les économies d'échelle.

Ces dernières années, l'objectif de la recherche universitaire s'est éloigné des institutions financières rurales, mettant plutôt l'accent sur les relations financières existantes au long de la chaîne de valeur agricole. L'approche de renforcement des institutions a conduit à des politiques fondées sur des incitations aux banques commerciales à se développer dans les zones rurales, et dans certains cas, sur la création d'intermédiaires financiers dans les zones rurales. Bien que ces politiques aient réduit de manière significative les distorsions du marché et le gaspillage des ressources publiques des années précédentes, les réalisations pratiques par rapport à l'élargissement de l'accès au financement dans les zones rurales ont été plus modestes que prévues. Seules quelques institutions peuvent aujourd'hui être considérées comme des fournisseurs performants de services financiers aux petits exploitants et il reste à voir si leurs modèles d'affaires respectifs peuvent être reproduits sur une échelle plus large.

Miller et Jones (2010) expliquent comment une approche de chaîne de valeur permet une baisse des coûts de transactions et des risques des prêts grâce à la compréhension des structures de gouvernance de la chaîne et une exploitation de la connaissance interne des acteurs. Ces acteurs de la chaîne logistique ont non seulement le produit et l'expertise nécessaire pour opérer dans les marchés ruraux, mais leur relation d'affaires avec les agriculteurs, leur fournit un avantage des informations que les institutions financières peuvent difficilement égaler. Par conséquent, les auteurs soutiennent que l'évaluation du crédit par les institutions financières devrait aller au-delà des caractéristiques du bénéficiaire de prêt direct et de sa solvabilité individuelle pour analyser la force et la compétitivité de la chaîne dans son ensemble. Les relations commerciales fortes fonctionnent comme un signal: les banques savent que les grands acheteurs ont besoin de travailler avec des producteurs fiables et efficaces; tandis que les producteurs sont considérés comme plus solvables s'ils ont un marché assuré pour leurs produits. Ainsi, les liens de la chaîne de valeur, les contrats et les produits prévus fonctionnent comme une garantie alternative pour les producteurs et les PME impliquées dans la chaîne. Les flux de fonds à travers la chaîne sont analysés pour identifier les besoins et les contraintes financières ainsi que les points forts et les faiblesses rencontrées par chaque acteur de la chaîne de valeur pour trouver un point d'entrée efficace pour canaliser les fonds et accroître la productivité et la compétitivité de la chaîne.

La recherche académique s'est récemment concentrée sur la conception d'instruments financiers spécifiques tels que le financement à terme, l'approche de la micro-finance et de l'assurance. Hollinger (2004) examine plusieurs études de cas dans lesquels les prêts à terme,

location-financement et de financement en fonds ont été utilisés et constatés que l'adéquation des produits dépendent des caractéristiques locales de la demande et du cadre institutionnel et juridique. Les prêts à terme sont les plus courants car ils permettent une flexibilité dans les options d'investissement et les plans de décaissement et de remboursement. Malgré cette flexibilité, les prêts à terme exigent toujours des calendriers de paiement fixes, qui sont difficiles à maintenir étant donné l'incertitude liée à l'agriculture. Le crédit-bail est attrayant car il élimine les exigences collatérales mais souffre de coûts élevés par rapport à la mise en place et la surveillance. Le financement en fonds par le biais d'actionnaires n'exige pas des calendriers de remboursement fixes et réduit les problèmes qui découlent de l'asymétrie d'information, mais nécessite des coûts élevés de transaction et donc ne convient pas à de petits investissements.

Meyer (2011) souligne la nécessité de mieux comprendre la demande et l'utilisation du crédit agricole pour développer des produits efficaces, les institutions, les infrastructures de marché et les politiques. L'auteur aborde ensuite l'utilisation d'approches de subventions «smart» ou «favorables au marché», tels que des subventions de contrepartie, fonds de garantie de crédit, des récépissés d'entrepôt, la micro-assurance, etc. Hollinger (2011) décrit une approche novatrice qui combine des éléments de micro-prêts et prêts à l'agriculture conventionnelle dans un paquet de prêt spécialisé. Ces prêts permettent une flexibilité des calendriers par rapport au décaissement et remboursement ainsi que par rapport à la nature saisonnière de l'agriculture, par exemple les délais de grâce, les paiements irréguliers ou de remboursements intégraux. Ils comprennent également des exigences flexibles de garantie pour lesquelles un emprunteur pourrait utiliser la terre, le matériel agricole ou même le bétail. Cohen (2010) préconise davantage l'accent sur l'éducation financière, entre autres choses, comme un moyen de préparer les non bancarisés (les personnes sans accès aux services bancaires classiques) à entrer dans le système financier formel.

Les solutions de gestion des risques telles que la micro-assurance et l'assurance indice météo sont également discutées dans la littérature. Alderman (2008) traite de différentes méthodes utilisées par les gouvernements et les donateurs pour protéger les agriculteurs contre une variété de risques agricoles. Bien qu'un certain nombre d'entre elles soient très innovantes, l'auteur conclut qu'elles sont en grande partie non testées. Meyer (2011) soutient que l'assurance indice météo a le potentiel de réduire les problèmes administratifs, la sélection adverse, et les questions d'aléa moral de l'assurance traditionnelle. Le regroupement d'assurance des prêts et de l'épargne doit être une étape logique pour réduire les coûts et accélérer l'adoption. Les gouvernements et les donateurs devraient se concentrer sur des investissements dans les biens publics à long terme, comme dans les stations météorologiques de rapports et dans la collecte de données et de l'analyse de base, qui sont nécessaires pour créer les conditions et les infrastructures pour la création de marchés d'assurances robustes.

Enfin, les évaluations d'impact rigoureuses des programmes de financement rural sont rares dans la littérature. Yaron, Benjamin et Charitonenko (1998) discutent des questions inhérentes à l'évaluation de la performance des intermédiaires financiers ruraux, car il est difficile de prédire le comportement des emprunteurs en l'absence du programme. Il est également extrêmement difficile d'isoler l'effet du programme de facteurs externes. Leur méthode proposée d'évaluation est basée sur le succès du programme dans les domaines de la sensibilisation, telle qu'elle est mesurée par des indices comme les facteurs de pénétration du

marché, les données démographiques des clients et la qualité des services, et l'autosuffisance mesurée par un indice de dépendance aux subventions.

Les perspectives de cette recherche académique seront prises en compte dans l'évaluation.

4. CONCEPTION DE L'ÉVALUATION

4.1. La politique pertinente de l'évaluation

L'agriculture est un secteur clé pour l'économie burkinabè. La grande majorité de la population du Burkina (environ 80%) vit dans des zones rurales et utilisent l'agriculture, l'élevage et la pêche comme principaux moyens de subsistance. La production est de nouveau, principalement destinée à la consommation domestique et le secteur est caractérisé par une faible productivité, le manque d'accès aux intrants et équipements, et l'irrigation très limitée. L'accès au marché est une contrainte et la transformation est dominée par l'unité artisanale et semi-industrielle. Outre le coton, le système financier ne sert l'agriculture que marginalement: malgré sa contribution au PIB (33,8%), les prêts à court terme et à long terme au secteur agricole atteignent respectivement 4,2% et 0,6% du total des prêts en 2012.

L'accès au financement a été identifié comme une contrainte particulière et le Gouvernement du Burkina Faso en traite dans deux principaux documents de politique: le Programme National du Secteur Rural (PNSR - Programme national pour le secteur rural), et la Stratégie Nationale de Microfinance (NMFS). Le PNSR fournit le cadre global pour les interventions politiques dans le secteur rural au Burkina Faso. En ce qui concerne le financement agricole, le PNSR reconnaît la nécessité d'impliquer le système financier pour améliorer l'accès au financement pour le secteur agricole. Toutefois, le financement agricole n'est pas identifié comme une priorité. En outre, le sous-secteur du coton est exclu du PNSR car il est sous la responsabilité du ministère du Commerce. L'objectif principal du NMFS est de promouvoir la professionnalisation de l'expansion du secteur de la micro-finance, la diversification des produits et la sensibilisation, avec 46,5% du budget consacré à cet effet. Néanmoins, le NMFS ne vise pas spécifiquement les zones rurales.

Tableau 6: Documents politiques clés pour le financement agricole au Burkina Faso

Documents	Descriptions et Objectifs
Programme national 2011-2015 du secteur rural (PNSR)	<ul style="list-style-type: none">• Objectifs principaux sont la sécurité alimentaire et la nutrition, la croissance économique et la réduction de la pauvreté• La Direction générale de la promotion de l'économie rurale (DGPER) représente le Ministère de l'agriculture et la sécurité alimentaire (MASA) au niveau du Conseil National de Crédit
Stratégie nationale pour la micro-finance (NMFS)	<ul style="list-style-type: none">• Objectif principal:• Promotion de l'accès inclusif et durable pour financer une large proportion de la population, y compris les produits et services financiers diversifiés et adaptés aux besoins spécifiques

Pour encourager l'investissement privé dans le secteur agricole, le gouvernement burkinabè travaille sur une **loi d'orientation agricole** et un **Code d'Investissement Agricole** et envisage l'élaboration d'une **politique nationale sur les risques agricoles** ainsi que des mesures pour promouvoir l'entrepreneuriat agricole. Cela devrait aider à améliorer la perception des risques liés au secteur agricole, et donc encourager les institutions financières à accroître leurs investissements dans le secteur.

L'activité ARF vise spécifiquement, d'une part à accroître le financement des investissements des PME dans la chaîne de valeur de l'agriculture en fournissant des fonds et d'autre, une assistance technique et la formation des multiples parties prenantes. Par conséquent, **les résultats de la présente évaluation fourniront les leçons apprises sur le financement agricole pour l'investissement, ce qui permettra d'enrichir les discussions politiques sur la manière de favoriser les investissements agricoles.**

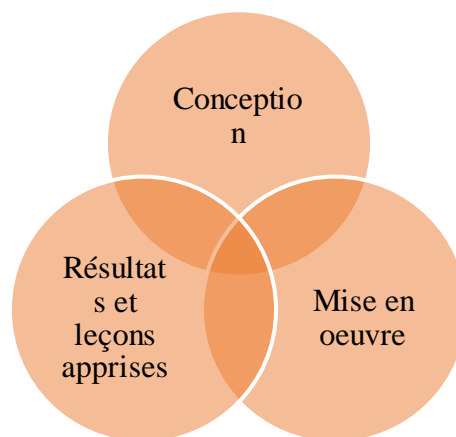
En outre, du point de vue de MCC, l'accès au financement dans l'agriculture et les zones rurales est un problème commun en Afrique; par conséquent, les enseignements tirés de cette évaluation peuvent être utilisés en interne pour améliorer la conception de projet et de mise en œuvre à l'avenir.

4.2. Aperçu de l'évaluation

L'évaluation analysera les trois domaines d'intervention de l'ARF : financement des prêts c'est à dire la facilité de financement rural, l'assistance technique aux institutions financières participantes, la prestation de services non-financiers aux entreprises bénéficiaires) pour comprendre:

- a) la validité de la logique du programme et de ses hypothèses (Conception) ;
- b) la mesure dans laquelle les activités prévues ont été mises en œuvre (Mise en œuvre du projet) ;
- c) les résultats et les connaissances acquises. Ces aspects seront analysés dans les trois sous-activités.

Figure 5: Cadre d'évaluation



L'évaluation de la conception du projet suivra une **approche axée sur la théorie** qui examine toute la logique du projet. Cela signifie un examen suivant la chaîne de causalité des activités: des intrants aux extrants, aux résultats et aux impacts possibles pour explorer si, et comment les intrants ont conduit aux extrants escomptés et ainsi de suite.

A cet effet, les évaluateurs peuvent analyser quelles composantes ou quelles étapes du projet ont bien fonctionné, et celles qui n'ont pas pu. L'équipe examinera également la théorie du changement ainsi que la validité des hypothèses. Cette approche permettra aux évaluateurs d'identifier les maillons faibles de la chaîne de causalité ainsi que des éléments de conception inadéquats qui ont pu influencer les résultats du projet.

Sur le plan de la mise en œuvre du projet, l'équipe analysera et évaluera les processus d'accès et de prêts pour les fonds du FFR au sein des IFP, la qualité de la formation au niveau des IFP, des PSNF, des bénéficiaires finaux, et la qualité de la gestion du projet, y compris les raisons des retards de cette mise en œuvre, ce qui a influencé la performance des différents participants du projet pendant son exécution projet, comment s'est effectuée la planification de la mise en œuvre, etc.

En se basant sur la logique du programme, les indicateurs de programme et les résultats attendus ainsi que sur les résultats précédents d'évaluation des composantes, l'équipe examinera les résultats du projet et tentera d'identifier des observations et les leçons clés pour les projets futurs du MCC.

L'évaluation de la conception du projet prendra la forme d'une **évaluation de performance à méthodes mixtes**. Les données quantitatives disponibles se composent principalement d'informations sur les conditions des prêts offerts aux bénéficiaires tels que le montant, le calendrier de remboursement, taux d'intérêt, etc. A2F fera une demande de données aux IFP sur les taux de remboursement ainsi que des informations sur leur portefeuille agricole. Pendant la collecte de données, l'équipe compte recueillir des données quantitatives auprès des bénéficiaires sur la taille de leur entreprise (tels que nombre d'employés, chiffre d'affaires), leur niveau d'endettement, etc. Cependant A2F escompte des difficultés par rapport à l'obtention du niveau de précision nécessaire pour l'analyse de la performance de l'ensemble des IFP. Un accès limité aux données bancaires limitera la capacité de l'équipe A2F pour évaluer si le niveau de prêts au secteur agricole, les taux d'intérêt, taux de défaut, etc. ont changé à la suite du programme. Pour palier à cette faiblesse, A2F recueillera également des informations à partir de sources secondaires telles que la BCEAO (Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest) sur les taux d'intérêt des banques et l'ensemble des prêts au secteur agricole; ainsi que des informations qualitatives recueillies auprès des IFP, seront également utilisées pour vérifier et intégrer l'analyse.

Malgré la perspective à long terme de la logique du programme, il n'est pas possible de mener une évaluation d'impact en raison de l'absence de données de référence et d'un groupe de contrôle. En outre, pour les bénéficiaires ayant reçu un financement en vertu du programme, le remboursement de prêt est toujours en cours jusqu'en 2018. Par conséquent, l'évaluation ne sera pas en mesure d'évaluer l'impact final du projet.

4.3. Questions d'évaluation

Les questions d'évaluation sont divisées en trois composantes conformément au cadre d'évaluation:

Tableau 7: Questions d'évaluation

Composantes d'évaluation	Questions à l'étude
La conception du projet	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Est-ce qu'une évaluation du marché à été effectuée avant la conception du projet? Si oui, les résultats de cette évaluation ont-ils été pris en compte dans la conception du projet?</i> • <i>Quelles sont les méthodes utilisées pour la 'due diligence' ? Quels étaient les résultats de la 'due diligence' ? Quel était le degré de robustesse des résultats et comment ont-ils été intégrés dans la conception?</i> • <i>Y avait-il d'autres contraintes clés qui n'ont pas été abordées par le projet et qui auraient entravé sa mise en œuvre?</i> • <i>Quelles étaient les conditions de participation au programme pour les IFP / PSNF?</i> • <i>Quelles sont mesures établies dans le programme pour encourager la participation des banques à la facilité de financement rural FFR)?</i> • <i>Quelle est la structure de gestion du projet? Cette structure a-t-elle imposé un fardeau indu sur les IFP pour accéder aux fonds?</i>
La mise en œuvre du projet	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Dans quelle mesure la mise en œuvre a-t-elle adhéré, est-ce à la conception originale?</i> • <i>Des modifications ont-elles été faites et ont-elles aidé /ont-elles entravé l'efficacité de la mise en œuvre?</i> • <i>Comment la qualité de la mise en œuvre de chaque composante a-t-elle atteint le succès / non-succès de l'ensemble du projet?</i> • <i>Dans quelle mesure les différentes composantes de la formation étaient-elles utiles, opportunes ou efficaces du point de vue de ceux qui ont été formés? Dans quelle mesure les parties prenantes ont mis en œuvre les nouvelles pratiques de la formation?</i> • <i>Dans quelle mesure la structure, la gestion, les échéanciers de l'activité ARF ont-ils fonctionné?</i> • <i>À quels problèmes les IFP / PSNF ont-ils fait face durant leur participation au projet? Les bénéficiaires finaux les ont-ils rencontré aussi ?</i>

Composantes d'évaluation	Questions à l'étude
(Resultats et connaissances acquises)	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Quelles leçons peut-on tirer de l'ARF projet du Burkina? Qu'est-ce qui aurait pu être fait différemment pour surmonter les obstacles et atteindre les résultats escomptés ?</i> • <i>Comment est-ce que l'offre de ce type de prêts a-il affecté le marché? Est-ce que d'autres banques/ institutions financières ont-elles commencé à offrir ces produits?</i> • <i>Quelle a été l'expérience des bénéficiaires de ces produits financiers avec les PSNF et les IFP?</i> • <i>Les banques ont-elles reçu un plus grand nombre de demandes de prêts agricoles? Les banques ont-elles augmenté leur portefeuille d'investissements dans l'agriculture?</i> • <i>Combien de temps les IFP ont-elles participé activement à l'FFR? Pourquoi cette participation a-t-elle pris fin avant la fermeture de l'FFR?</i> • <i>Comment est-ce que cette participation a-t-elle leurs pratiques en terme de crédit agricole / rural?</i> • <i>Les Prestataires de Services Non-Financiers (PSNF) ont-ils renforcé leur capacité à conseiller les entreprises rurales / agricoles?</i> • <i>Les bénéficiaires finaux ont-ils augmenté leur capacité de gestion de l'entreprise? Continuent-ils à utiliser les services des PSNF?</i>

4.4. Méthodologie de la conception d'évaluation

Au cours de la phase de préparation de la conception de l'évaluation, l'équipe de A2F a pu échanger avec plusieurs membres du personnel MCC impliqués dans la conception et la mise en œuvre du Compact, pour obtenir plusieurs documents de projet et d'effectuer une mission exploratoire au Burkina Faso en Novembre 2014. Lors de cette mission, l'équipe a pu rencontrer un nombre pertinent des acteurs locaux, à savoir,

- Personnel disponible MCA du Projet de développement agricole (ADP) ;
- Officiers ADP ARF ;
- MCA M & E département ;
- MCA département de l'environnement ;
- Des consultants locaux d'AECOM/DID;
- PMC-PDA ;
- IFP (Coris Bank, Banque Atlantique, le FCPB), direction de la banque et des succursales dans une région d'intervention (Bobo Dioulasso) ; un échantillon de dix PSNF sur 33 participants de l'ARF ;
- Banque fiduciaire (Ecobank) ;

- Agent fiduciaire (GFA Consulting).

À la suite de la phase de préparation, l'équipe d'A2F a identifié quatre catégories différentes de bénéficiaires. Le tableau ci-dessous relie chaque catégorie de bénéficiaires à la méthodologie de collecte de données proposées.

Tableau 8: Catégories des bénéficiaires du projet et méthodologie de collecte de données relatives

Bénéficiaires	Activité du projet	Méthodologie
Les institutions financières participantes et leur personnel	L'accès aux fonds subventionnés (3%) à rétrocéder au taux du marché Formation sur les exigences de l'ARF (par exemple l'environnement) et de la technologie de financement rurale/ agricole	• Entrevues semi-structurées de la direction des IFP et les agents de crédit
Les prestataires de Services Non-Financiers	Formation sur les exigences de participation au programme, et comment répondre aux besoins des entrepreneurs ruraux / agricoles.	• Entrevues semi-structurées de PSNF et leur personnel ayant reçu une formation.
Les bénéficiaires de Services Non-Financiers	Ont reçu les services suivants des PSNF <ul style="list-style-type: none"> • plans de diagnostic et d'action, • la préparation des demandes de prêt, • formation / conseil sur la gestion des affaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquête / entrevues structurées • Focus Group • Des études de cas
Les bénéficiaires de prêt	Ont reçu un prêt à travers le mécanisme du FFR	<ul style="list-style-type: none"> • Enquête / entrevues structurées • Focus Group • Des études de cas

Étant donné le chevauchement potentiel entre les bénéficiaires des services non-financiers et des prêts, ainsi que la similitude des informations à recueillir, l'évaluation utilisera le même ensemble d'outils pour le recrutement et les entrevues des bénéficiaires finaux. Les outils ont été conçus de sorte que dans les cas où il n'y a pas de chevauchement, seules les questions pertinentes au type de service/bénéfice reçu seront posées.

En plus des bénéficiaires du projet mentionné ci-dessus, l'équipe de A2F a identifié le **personnel MCC et MCA-BF de gestion de projet ainsi que le consultant AD10 comme des informateurs clés** avec qui l'équipe de A2F mènera des Entrevues semi-structurés pendant la phase de collecte des données de l'évaluation.

Des **institutions non-participantes et des non-bénéficiaires** seront également interviewés afin de comprendre les facteurs qui ont empêché leur participation à l'activité ARF. L'équipe A2F mènera des interviews pendant la collecte de données.

4.5. Échantillon de l'étude

L'application d'une méthode d'échantillonnage statistique sera limitée en raison de l'absence d'une base de données complète avec les caractéristiques de bénéficiaires finaux.

Actuellement, les seules caractéristiques disponibles sur les bénéficiaires finaux sont: la région, leur nom et qu'ils soient bénéficiaires de prêts / services non-financiers. En raison de ces limitations, l'échantillonnage pour ces deux groupes sera basé principalement sur leur région. Cependant, il y a très peu de bénéficiaires dans deux des quatre régions (par exemple il y a moins de cinq bénéficiaires de prêts dans les Cascades et seulement deux bénéficiaires ont reçu une formation dans le Sud-ouest), par conséquent, pour obtenir une représentation suffisante de ces zones, A2F tentera d'interviewer tous les bénéficiaires dans ces zones.

L'un des problèmes rencontrés par l'équipe A2F dans la conception et la méthodologie d'évaluation et d'échantillonnage est des nombres de bénéficiaires finaux contradictoires. Bien que la documentation reçue de MCC (ITT et termes de référence pour l'évaluation) indique un nombre total de 96 bénéficiaires de prêts à la fin de l'activité ARF, deux bases de données de bénéficiaires (datées Octobre et Novembre 2014) reçues de l'agent de crédit du MCA-BF, indiquent respectivement un nombre total de 61 et 68 bénéficiaires de prêts. A2F a choisi d'utiliser le nombre plus élevé de 68 bénéficiaires car cette base de données contient l'information la plus complète sur les bénéficiaires (nom, conditions de prêts, contact, etc.) et des communications MCA/MCC semblent indiquer que ces prêts ont été approuvés. Cette information a également été vérifiée avec l'appui de documents soumis par les IFP lors de leurs demandes de décaissement. L'une des bases de données de MCA indique également que certaines demandes de décaissement bien qu'approuvées, n'ont pas été décaissées. A2F cherchera la raison sous-jacente pour l'annulation de ces prêts.

De même, les communications MCA au MCC indiquent un nombre total de bénéficiaires de services non-financiers de 283. Ces communications indiquent également qu'AD10 a approuvé un nombre de 283, payé pour les services de 77 et transféré les 206 restants au MCA, qui a ensuite approuvé 158 et rejeté 58. Cela porte le nombre total de bénéficiaires de services non-financiers à 235. Par contre, la base de données reçue du MCA ne contient que 170 bénéficiaires, dont 158 ayant des informations sur leurs contacts.

Pour les différents groupes cibles, les méthodes d'échantillonnage suivantes seront appliquées:

1. **Le personnel du consultant AD10** : en raison de la résiliation anticipée du projet, le personnel du consultant AD10 est rentré. A2F prendra contact avec le personnel local et réessayera de communiquer avec le personnel restant pour des entrevues semi-structurées en personne ou par Skype.
2. **Le personnel de gestion de projet MCA-BF**: en raison de la fermeture du MCA et l'accès limité au personnel, A2F s'efforcera d'interviewer au moins cinq anciens membres du personnel MCA à l'aide d'entrevues semi-structurées.
3. **Personnel MCC** : L'équipe A2F s'efforcera d'interviewer au moins cinq anciens membres du personnel MCC à l'aide d'entrevues semi-structurées.

4. **Institutions financières participantes et leur personnel:** Seulement trois institutions financières ont participé à l'activité ARF. A2F interviewera pour chaque IFP tous les dirigeants disponibles et au moins trois agents de crédit qui ont reçu une formation à l'aide d'entrevues semi-structurées.
5. **Institutions Financières non-participantes :** L'équipe A2F s'efforcera d'interviewer la direction de trois institutions financières non-participantes au Burkina Faso.
6. **Prestataires de services non financiers:** 33 prestataires PSNF ont participé à l'activité ARF. Toutefois, en raison de la disponibilité limitée, A2F interviewera les dirigeants et au moins un consultant sur le terrain pour 10 PSNF (sélectionnés de manière aléatoire) à l'aide d'entrevues semi-structurées.
7. **Les bénéficiaires des Services Non-Financiers:** Une combinaison d'un sondage (entrevues structurées) et des focus groups seront utilisés recueillir des informations auprès des bénéficiaires de services non-financiers. Un échantillon de 80 sur 165 bénéficiaires de services non-financiers, sera interviewé au cours du sondage et trois groupes de 5 à 10 bénéficiaires additionnels seront interviewés dans le cadre d'un Focus Group (deux groupes d'hommes et un groupe de femmes) à Bobo-Dioulasso et Ouagadougou. Pour les régions avec un faible nombre de bénéficiaires,, un sur-échantillonnage sera appliqué pour assurer une représentation suffisante de toutes les régions; pour les régions avec un plus grand nombre de bénéficiaires, l'échantillonnage sera aléatoire. Un sur-échantillonnage sera également utilisé pour assurer qu'un nombre suffisant de femmes est interviewé.
8. **Les bénéficiaires de prêts:** Un sondage ainsi qu'une combinaison de Focus Group et des Études de cas seront utilisés pour recueillir des informations auprès des bénéficiaires de prêts. Un échantillon de 30 sur 68 bénéficiaires de prêts, sera interviewé lors du sondage, et trois Focus Group de 5 à 10 bénéficiaires de prêts additionnels seront interviewés (deux groupes d'hommes et un groupe de femmes) à Bobo-Dioulasso et Ouagadougou. Pour les régions avec un faible nombre de bénéficiaires, un sur-échantillonnage sera appliqué pour assurer une représentation suffisante de toutes les régions; pour les régions avec plus de bénéficiaires, l'échantillonnage sera aléatoire. Un sur-échantillonnage sera également utilisé pour assurer qu'un nombre suffisant de femmes est interviewé. Enfin, cinq bénéficiaires de prêts seront interviewés pour les études de cas à l'aide d'entrevues semi-structurées. La sélection ne sera pas aléatoire, les participants seront plutôt sélectionnés pour obtenir une vue représentative des différentes parties de la chaîne de valeur agricole, la taille du prêt, etc. Enfin, cinq bénéficiaires de prêts seront interviewés pour les études de cas à l'aide d'entrevues semi-structurées. La sélection ne sera pas aléatoire, les participants seront plutôt sélectionnés pour obtenir une vue représentative des différentes parties de la chaîne de valeur agricole, la taille du prêt, etc.

Pour les bénéficiaires de prêts et de services non-financiers, l'utilisation de focus group du même sexe permettra d'analyser si les hommes et femmes ont eut des expériences différentes par rapport à leur participation au projet. Au total, A2F mènera six Focus Group avec les bénéficiaires finaux, trois pour chaque type de bénéficiaire.

9. **Non-Bénéficiaires :** Beaucoup de bénéficiaires étaient des demandeurs de prêts qui n'ont

pas été retenus ; A2F cherchera donc à comprendre leur expérience avec le processus d'application de prêt, les raisons pour leur non-rétention, etc. En outre, A2F interviewera 20 non-bénéficiaires, qui n'ont pas participé à l'activité ARF. L'échantillon de non-bénéficiaires sera sélectionné par la méthode boule de neige, c.a.d. ces non-bénéficiaires seront recrutés parmi les connaissances des bénéficiaires de prêts et de services non-financiers ; A2F requêtera également les contacts de personnes recrutées par les PSNF mais qui n'ont pas participé au projet.

4.6. Plan d'Analyse

Une fois la collecte de données terminée, l'étape suivante sera l'**analyse des données et l'interprétation des résultats**. Les données des enquêtes des bénéficiaires finaux seront codées et saisies dans STATA. La première étape de l'analyse sera de vérifier la cohérence des réponses et des informations. Une fois ces vérifications sont terminées, toutes les informations d'identification personnelle seront supprimées. L'analyse de ces données sera simple et consistera principalement en l'agrégat des réponses des participants. L'information obtenue des IFP sur les termes des prêts, les taux de remboursement/défaillance et (certainement) sur leur portefeuille agricole sera utilisée pour une analyse de performance de l'activité.

Pour les données qualitatives recueillies par les entrevues semi-structurées de la direction des IFPs et leur personnel, des prestataires de services non financiers, du personnel de gestion de projet et les Focus Group des bénéficiaires finaux seront analysés en utilisant une approche thématique pour chaque groupe. Cela permettra à l'équipe d'identifier les principaux sujets des discussions avec les participants. Cette analyse sera effectuée en utilisant TAMS (Text Analysis Markup Software) ou le logiciel QDA Miner Lite.

L'examen des documents sera principalement basé sur la connaissance de l'équipe en évaluation agricole. Dans ce cas, les membres de l'équipe passeront en revue et évalueront le contenu du matériel de formation, les processus décrits dans les documents de projet et les formes, en fonction de leur expérience dans ce domaine.

4.7. Calendrier d'exposition

Les activités ARF ont commencé en mi-2011 avec la signature d'un accord avec le RCPB, la première institution financière à participer au programme, et ont pris fin en mi-2013. Toutefois, la prestation des services non financiers n'a commencé qu'en début 2013. Par conséquent, les bénéficiaires cibles ont eu l'occasion d'accéder au financement à long terme pour l'investissement pendant deux ans, mais n'ont eu accès aux services non-financiers que durant six mois.

En outre, pour les bénéficiaires ayant reçu du financement à travers ce programme, le remboursement des prêts est toujours en cours jusqu'en 2018. Par conséquent, l'évaluation ne pourrait pas tenir compte de mesurer l'impact final du projet.

4.8. Limites et défis

Lors d'un premier voyage d'exploitation, l'équipe A2F a identifié plusieurs contraintes qui pourraient affecter la conception de l'évaluation et les futurs efforts de collecte des données. Le tableau ci-dessous détaille ces contraintes et leurs implications pour l'évaluation:

Table 9: Limites constatées et implications méthodologiques liées

Problème identifié par l'équipe a2f	Incidences sur la méthodologie
<p>Insuffisance de la documentation sur l'accès à l'activité financière par le MCA</p> <p>Alors que A2F était en mesure d'obtenir plusieurs documents de projets du MCA, ceux-ci contenaient des informations incomplètes ainsi que contradictoires sur le nombre de bénéficiaires finaux financiers.</p>	<p>A2F tentera de remédier à ce problème en collectant des informations des diverses sources pour vérifier et construire une base de données des bénéficiaires finaux, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> -MCC -Agent fiduciaire de MCA (qui a approuvé et examiné la documentation à l'appui) pour le paiement des PSNF et les IFP -PSNF -Les institutions financières participantes
<p>Incapacité du consultant à accéder à AD-10 en raison de la résiliation du programme</p> <p>Comme l'accès à l'activité financière a pris fin prématurément, le consultant AD-10 et son personnel n'étaient plus au Burkina Faso. Les tentatives de contact par e-mail ont été infructueuses. A2F tentera de les contacter a nouveau.</p>	<p>Comme l'exécutant du projet, le consultant AD-10 avait le plus de connaissances et de données sur les bénéficiaires finaux. L'incapacité à y accéder signifie qu'A2F ne recevra qu'un aperçu de seconde main sur le projet.</p> <p>Dans le cas où A2F ne réussit pas à joindre le consultant AD10, A2F devra s'appuyer davantage sur l'expertise de ses membres de son équipe.</p>
<p>Fermeture MCA et l'indisponibilité du personnel</p> <p>MCA-Burkina était en cours de fermeture et l'archivage de ses dossiers au cours des deux dernières semaines de Novembre, lorsqu'A2F menait sa première mission exploratoire.</p> <p>En outre, la plupart des employés MCA avaient déjà quitté l'organisation et n'étaient pas disponibles pour des consultations.</p>	<p>A2F prévoit que la fermeture MCA se traduira probablement par une disponibilité encore plus limitée du personnel de gestion de projet pendant la phase de collecte de données de l'évaluation.</p>

Problème identifié par l'équipe a2f	Incidences sur la méthodologie
<p>Accès limité aux données bancaires</p> <p>Au cours de nos consultations avec les parties prenantes du projet, l'équipe d'A2F a appris que les IFP étaient réticentes à partager des données sur leurs opérations de prêt avec des MCA dans le cadre du projet.</p>	<p>A2F anticipe des difficultés pour accéder au niveau de détail nécessaire sur le portefeuille agricole des IFP pour l'analyse des performances. Un accès limité aux données bancaires limitera la capacité de l'équipe A2F à évaluer si le niveau pour des prêts au secteur agricole, les taux d'intérêts, taux de défaut, etc. ont changé à la suite du programme.</p> <p>Si A2F est incapable d'obtenir des données auprès des banques, nous proposons de nous appuyer sur des données secondaires, principalement de la BCEAO et des informations qualitatives des agents de gestion de PFI et de prêt.</p>
<p>Remboursements de prêts toujours en cours</p> <p>Les remboursements prendront fin en 2018, donc, techniquement, le résultat final du projet ne peut être évalué à ce stade.</p>	<p>A2F espère toutefois produire ces meilleurs efforts pour extrapoler les résultats finaux fondés sur des données de performance actuelles.</p>

A2F a initialement proposé d'utiliser une combinaison de groupes de discussion, des Entrevues semi-structurées et des enquêtes pour recueillir des données quantitatives et qualitatives, afin d'obtenir une rétroaction plus en profondeur. Bien que cette approche de méthodes mixtes soit encore valable, étant donné les difficultés potentielles dans la collecte de données quantitatives décrites ci-dessus, **l'équipe d'A2F propose de s'appuyer davantage sur des données qualitatives, le jugement expert et l'examen du contenu des documents du projet.**

5. SOURCES DE DONNÉES ET DEFINITION DES RÉSULTATS

5.1. Plans de collecte de données

Suite à l'approbation de conception et d'évaluation des matériaux de MCC et le MCA et l'examen du comité éthique, la phase de collecte de données aura lieu pendant le mois de Février 2015 dans les quatre régions ciblées par l'activité ARF.

5.2. Besoins techniques

5.2.1. Sources de données pour l'analyse quantitative

Les principales sources de données seront les bases de données quantitatives disponibles du projet, des données reçues des IFP ainsi que les données recueillies par l'Enquête auprès des bénéficiaires finaux. Comme mentionné ci-dessus, A2F anticipe que les IFP partageront les informations sur les bénéficiaires (tels que les conditions des prêts, taux de remboursement, etc.), mais il est prévu que la disponibilité de données quantitatives sur le portefeuille agricole des IFP sera limitée et les évaluateurs devront s'appuyer sur des données qualitatives et secondaires pour mesurer l'effet de l'activité sur le niveau de prêts au secteur agricole. En particulier, les données quantitatives disponibles sur le site Web de la BCEAO seront utilisées pour compléter les informations disponibles sur l'engagement des banques dans l'agriculture. Le Tableau 10 ci-dessous décrit les différentes sources de données quantitatives et les indicateurs connexes.

Tableau 10: Sources des données quantitatives et les indicateurs connexes

Sources des données quantitatives	Indicateurs
Documents de l'activité ARF y compris les demandes de décaissement des IFP	<ul style="list-style-type: none">• Nombre des bénéficiaires, montant des prêts, conditions des prêts, taux d'intérêt, taux de remboursement, exigences de garanties, calendrier de remboursement
Interviews avec les PSNF	<ul style="list-style-type: none">• Nombre des bénéficiaires de services non-financiers, location des bénéficiaires, frais, type de service reçu
Interviews avec les IFP et Requête de données aux IFP	<ul style="list-style-type: none">• Sur les bénéficiaires: montant du prêt, taux d'intérêt, durée du prêt, calendrier de remboursement, taux de remboursement, exigences de garanties• Portefeuille agricole: Taille du portefeuille, nombre de prêts au secteur agricole, conditions des prêts au secteur, etc.

Sources des données quantitatives	Indicateurs
Interviews des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> Montant du prêt, taux d'intérêt, durée du prêt, calendrier de remboursement, taux de remboursement, niveau d'endettement, taille de leur entreprise, exigences de garanties

5.2.2. Sources de données pour l'analyse qualitative

Les principales sources de données qualitatives seront les documents de projet, les résultats des entrevues qualitatives avec les parties prenantes du projet et les participants ainsi que des groupes de discussion et les études de cas.

La matrice de conception suivante résume la méthode de collecte de données et la source pour chaque question de l'évaluation:

Table 11: Matrice de Conception de l'Évaluation

Composante de l'évaluation	Questions de l'étude	Méthode de collecte	Instrument de collecte	Sources de données
Conception du projet	<ul style="list-style-type: none"> Quelles ont été les méthodes utilisées pour la 'due diligence' ? Quels étaient les résultats de la 'due diligence' ? Quel était le degré de robustesse des résultats et comment ont-ils été intégrés dans la conception? 	<ul style="list-style-type: none"> Contrôle documentaire 	<ul style="list-style-type: none"> Documents de projet 	<ul style="list-style-type: none"> Extrait de l'étude de due diligence et Rapports de missions préliminaire du terrain
	<ul style="list-style-type: none"> Y a-t-il d'autres contraintes clés qui n'ont pas été abordées par le programme et qui pourraient avoir entravé sa mise en œuvre? 	<ul style="list-style-type: none"> Contrôle documentaire Entrevues semi-structurées du personnel de gestion MCC/MCA-BF/IFP/non-IFP/PSNF Entrevues structurées des bénéficiaires et entrevues semi-structurées des non-bénéficiaires 	<ul style="list-style-type: none"> Documents de projet Entrevue de l'équipe de gestion de projet / prestataires de service non financiers / IFP/non-IFP Protocole d'enquête des bénéficiaires finaux/focus group Protocole des entrevues semi-structurées des non-bénéficiaires 	<ul style="list-style-type: none"> Examen des documents du projet Entrevues avec la gestion de projet de l'Équipe / IFP / non-IFP/PSNF Enquête et focus group auprès des bénéficiaires finaux Entrevues avec les non-bénéficiaires
	<ul style="list-style-type: none"> Quelles étaient les conditions de participation au programme pour IFP / PSNF? 	<ul style="list-style-type: none"> Contrôle documentaire 	<ul style="list-style-type: none"> Documents de projet 	<ul style="list-style-type: none"> Examen des procéduriers pour IFP et les PSNF
	<ul style="list-style-type: none"> Quelles mesures de motivation, ont été mis en place dans le programme pour encourager la participation de la banque dans la facilité de financement rural ? 	<ul style="list-style-type: none"> Contrôle documentaire Entrevues semi-structurées des IFP et non-IFP 	<ul style="list-style-type: none"> Documents de projet Protocole d'entrevue IFP et non-IFP 	<ul style="list-style-type: none"> Entrevues avec IFP et non IFP; Examen des procéduriers pour les IFP et des accords IFP / MCA-BF

		<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle documentaire • Entrevues semi-structurées des IFP et non-IFP • Entrevues semi-structurées du personnel MCA-BF et MCC 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents de projet • Protocole d'entrevue IFP et non-IFP • Protocole d'entrevue du MCA-BF et MCC 	<ul style="list-style-type: none"> • Examen des accords PFI & PSNF • Examen des manuels de procédures pour IFP et PSNF • Entrevues avec les IFP/non-IFP et personnel MCA-BF et MCC
Mise œuvre du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure la mise en œuvre adhère-t-elle à la conception originale? 	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle documentaire • Entrevues semi-structurées du personnel MCA-BF et MCC 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents du projet • Entrevue de l'équipe de Gestion du projet MCC et MCA-BF 	<ul style="list-style-type: none"> • Examen des livrables de AD-10, la documentation du projet et l'évaluation à mi-parcours; • entrevues avec le personnel de gestion de projet MCA-BF et MCC
	<ul style="list-style-type: none"> • Des modifications ont-elles aidées/entravées l'efficacité de la mise en œuvre? 	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle documentaire • Entrevues semi-structurées MCA-BF et MCC/PSNF/IFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents de projet • Entrevue de l'équipe de gestion du projet / PSNF / IFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle documentaire du projet; • entrevues avec le personnel de gestion de projet, IFP et prestataires de services non financiers
	<ul style="list-style-type: none"> • Comment est-ce que la qualité de la mise en œuvre de chaque composant a-t-elle affecté le succès / non-succès de l'ensemble du projet? 	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle documentaire • Entrevues semi-structurées MCA-BF et MCC 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents de projet • protocole d'entrevue de l'équipe de gestion de projet MCA-BF et MCC 	<ul style="list-style-type: none"> • Examen des documents de projet; • entrevues avec le personnel de gestion du projet

	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure les différentes des composantes de la formation ont été utiles, opportunes ou efficaces, du point de vue de ceux qui ont été formés? A quel niveau les parties prenantes ont-elles mis en œuvre les nouvelles pratiques de la formation? 	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle documentaire Entrevues semi-structurées avec le MCC/MCA-BF/PSNF/IFP • Entrevues structurées et focus group avec les bénéficiaires finaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents de projet • Entrevue de l'équipe de gestion de projet / PSNF / IFP • Protocole d'enquête des bénéficiaires finaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Examen des documents de formation et des manuels; • Entrevues avec IFP / PSNF • Sondage auprès des bénéficiaires PSNF
	<ul style="list-style-type: none"> • Comment est-ce que la structure, la gestion, et les échéanciers de l'activité ARF ont fonctionné? 	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle documentaire Entrevues semi-structurées avec le MCC/MCA-BF/PSNF/IFP • Entrevues structurées et Focus Group avec les bénéficiaires finaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents de projet • Entrevue de l'équipe de gestion de projet / prestataires de service non financier / IFP • Protocole d'enquête des bénéficiaires finaux • Protocole du Focus Group avec les bénéficiaires finaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Dossiers de demande de prêt, • Entrevues avec des l'équipe Gestion de projet / IFP / prestataires de service non financier • Enquête auprès des bénéficiaires finaux
	<ul style="list-style-type: none"> • À quels problèmes les IFP / PSNF ont-ils fait face pendant leur participation au projet? 	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle documentaire Entrevues semi-structurées avec le MCA-BF et MCC/PSNF/IFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents de projet • Entrevue de l'équipe de gestion de projet / prestataires de service non financier / IFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Les informations disponibles sur PSNF • Entrevues avec la direction du projet de l'Équipe / IFP / PSNF

Résultats et Les connaissances acquises	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles leçons peut-on tirer du projet ARF au Burkina? Qu'est ce qui aurait pu être fait différemment pour surmonter les obstacles et atteindre les résultats escomptés ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle documentaire • Entrevues semi-structurées avec le MCA-BF et MCC/PSNF/IFP • Focus Group et entrevue structurées avec les bénéficiaires finaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents du projet • Analyse qualitative • Entrevue de l'équipe de gestion de projet / prestataires de service non financier / PFI • Protocole d'enquête des bénéficiaires finaux • Protocole du Focus Group avec les bénéficiaires finaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports du projet • Entrevues des prestataires de service non financier • Sondage et focus group auprès des bénéficiaires finaux • Entrevues avec IFP et non IFP
	<ul style="list-style-type: none"> • Comment est-ce que l'offre de ces prêts a affecté le marché? D'autres banques / institutions financières ont-elles commencé à offrir ces produits? 	<ul style="list-style-type: none"> • Entrevues semi-structurées IFP/non-IFP • examen des bases de données • Focus groups avec les bénéficiaires finaux • 	<ul style="list-style-type: none"> • Protocole d'entrevue IFP/non-IFP • Base des données • Focus groups avec les bénéficiaires finaux • 	<ul style="list-style-type: none"> • Entrevues avec IFP et non IFP; • Analyse des données de la Banque (primaire et secondaire) • Focus groups avec les bénéficiaires finaux
	<ul style="list-style-type: none"> • Quelle a été l'expérience des bénéficiaires avec ces produits financiers, les IFP et les PSNF? 	<ul style="list-style-type: none"> • Entrevues structurées • Focus groups avec les bénéficiaires finaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Protocole d'enquête auprès des bénéficiaires finaux • Focus groups avec les bénéficiaires finaux • 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquête auprès les bénéficiaires finaux • Focus groups avec les bénéficiaires finaux •
	<ul style="list-style-type: none"> • Les banques ont-elles reçu un plus grand nombre de demandes de prêts agricoles /rurales? Ont t'elles augmenté leur portefeuille d'investissements dans l'agriculture? 	<ul style="list-style-type: none"> • Entrevues semi-structurées des IFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Protocole d'entrevue IFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Entrevues avec les IFP
	<ul style="list-style-type: none"> • Durant combien de temps les IFP ont-elles participé activement au FFR? Si la participation IFP a pris fin avant la fermeture du FFR, pourquoi cette participation a-t-elle pris fin? 	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle documentaire • Entrevues semi-structurées des IFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Les documents de projet • Protocole d'entrevue IFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Examen des documents du projet • Entrevues avec IFP

	<ul style="list-style-type: none"> • Les IFP ont-elles modifié leurs pratiques en terme de crédit agricole / rural? Si oui, comment ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Entrevues semi-structurées des IFP • Examen de la base de données 	<ul style="list-style-type: none"> • Protocole d'entrevue IFP • Base des données 	<ul style="list-style-type: none"> • Entrevues avec IFP • Analyse des données bancaires (primaires & secondaires)
	<ul style="list-style-type: none"> • Les prestataires de services non financiers ont-ils renforcé leur capacité à conseiller les entreprises rurales / agricoles? 	<ul style="list-style-type: none"> • Entrevues semi-structurées avec les PSNF • Entrevues structurées avec les bénéficiaires de BDS • Focus Group avec les bénéficiaires BDS 	<ul style="list-style-type: none"> • Protocole d'entrevue PSNF • Protocole d'enquête des bénéficiaires finaux • Focus Group avec les bénéficiaires BDS 	<ul style="list-style-type: none"> • Entrevues des prestataires de service non financier • Sondage auprès des bénéficiaires de services non-financiers
	<ul style="list-style-type: none"> • Les bénéficiaires finals ont-ils augmenté leur capacité de gestion d'entreprise? 	<ul style="list-style-type: none"> • Entrevues semi-structurées avec les PSNF • Entrevues structurées avec les bénéficiaires finaux • Focus Group avec les bénéficiaires finaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Protocole d'entrevue PSNF • Protocole d'enquête des bénéficiaires finaux • Focus Group avec les bénéficiaires BDS 	<ul style="list-style-type: none"> • Entrevues avec les prestataires de services non financiers • Entrevues structurées avec les bénéficiaires finaux • Focus Group avec les bénéficiaires finaux



6. CONSIDERATIONS ADMINISTRATIVES

6.1. Résumé sur les exigences du Comité d'Examen Éthique (IRB)

La conception de l'évaluation et le protocole associé traiteront suffisamment les risques possibles concernant les participants, y compris le stress psychosocial et les risques connexes. L'étude entraînera **des risques minimes** pour les participants à la recherche selon la définition HHS:

« La probabilité et l'ampleur des éventuels inconvénients associés à la recherche ne doivent pas être supérieur à ceux d'habitude, rencontrés dans la vie quotidienne ou durant l'exécution des examens ou des tests physiques ou psychologiques de routine. » (45 CFR 46.102(i))

La sélection des participants respectera le **principe d'équité** puisque les participants seront choisis au hasard parmi les bénéficiaires du projet en fonction de la répartition régionale. Par sa nature, l'étude n'impliquera pas de participants appartenant à des catégories vulnérables.

Les procédures de l'étude rempliront les principes de la **participation volontaire** et **consentement dévoilé**. Avant de participer à l'enquête, les répondants auront suffisamment d'informations pour décider s'ils souhaitent participer à l'enquête/focus group/entrevues. Ils comprendront les risques et les avantages escomptés de la recherche, et une déclaration précisant que la participation est volontaire et peut être interrompu à tout moment sans pénalité. Le texte de recrutement et le contexte dans lequel le recrutement aura lieu seront examinés et approuvés par le Comité d'examen éthique (IRB). Pour recruter des participants à l'enquête, A2F fera des appels aux bénéficiaires finaux potentiels afin d'obtenir leur consentement à l'entrevue. Le personnel de la direction des banques et ceux des agences, prestataires de service non financier et le personnel de gestion du projet seront tous contactés par courrier avant l'entrevue.

Tous les matériaux seront traduits en français par le personnel A2F Consulting, et les entrevues seront menées en français. Les personnes interrogées qui ne peuvent pas communiquer en français seront interviewés dans la langue locale dioula, parlée par deux membres du personnel A2F locale qui sont tous deux locuteurs natifs en Dioula et traduiront les questions sur place si besoin. Ils seront accompagnés au besoin par un traducteur qui les assistera avec les interviews en Moré.

L'étude s'assurera que la confidentialité des informations obtenues à partir ou sur les participants sera maintenue. L'équipe d'A2F effectuera un exercice **d'anonymisation¹⁴ des données** (détaillées dans la section suivante) et s'assurera que les données sont stockées dans un serveur sécurisé avec un accès limité au personnel clé du projet. En outre, les informations d'identification personnelle seront conservées séparément des données.

A2F soumettrons les données non-anonymes et anonymes au MCC à fins d'exploitations internes et pour l'usage public respectivement.

¹⁴ L'anonymisation des données est un processus par lequel les renseignements personnels identifiables sont cryptées ou supprimés dans la base de données afin que les personnes décrites restent anonymes.



6.2 Création des fichiers de données pour l'accès, la confidentialité et de la documentation

En plus des questions de recherche pour lesquelles elles sont collectées, les données sensibles ont souvent d'autres utilisations légitimes importantes. Par exemple, les chercheurs pourraient être intéressés dans des enquêtes des pays en développement pour la recherche stratégique. Bien que ces utilisations supplémentaires de données soient importantes et doivent être prises en charge, la vie privée des personnes dont les données rapportent doivent être garantie. L'anonymisation des données permet de répondre aux demandes concurrentes de la transparence et la protection de la vie privée des particuliers, et est aussi une étape clé dans la création des données pour l'utilisation secondaire.

La première étape du processus d'anonymisation de données consiste à évaluer le risque de ré-identification, qui est celle d'une unité statistique identifiée, et les valeurs des variables sensibles sont à découvrir. Risque de divulgation peut être affectée par:

- 1-La présence de variables d'identification dans l'ensemble de données
- 2-La valeur potentielle de ré-identification: par exemple, dans le cas des données d'entreprise, la ré-identification peut permettre des gains financiers pour un intrus potentiel.
- 3-Le coût de ré-identification: plus le niveau d'effort et les coûts impliqués dans la ré-identification sont élevés, plus l'incitation est faible pour un intrus.

Ainsi, il est important de définir des scénarios de divulgation comme une première étape dans le processus d'anonymisation, qui peuvent être classés comme suit:

- 1-L'information interne: L'intrus (c'est à dire la personne ou le groupe qui tente la ré-identification) a une connaissance personnelle d'une observation statistique, qu'il peut utiliser pour ré-identifier les répondants.
- 2-Informations externe: L'intrus peut connecter les enregistrements de l'ensemble de données libérées avec ceux d'un autre ensemble de données, qui contiennent des identifiants directs.

6.2.1. Réductions des risques

La prochaine étape dans le processus d'anonymisation de données consiste à appliquer des stratégies de limitation des risques. Plusieurs outils sont disponibles pour minimiser le risque de ré-identification dans les données. Dans la plupart des cas, une combinaison de ces différentes méthodes sera utilisée pour minimiser les risques de divulgation. Afin de maintenir l'ensemble de données à usage interne et externe, les processus d'anonymisation des données devraient être menés en parallèle avec les données originales.

Les données recueillies sur les bénéficiaires finaux utiliseront l'ensemble des outils suivants pour réduire l'existence d'individus avec des identificateurs uniques ou rares dans les données:

- a) **La suppression des identifiants directs:** Les identifiants directs sont des variables tels que les noms, adresses ou numéros de carte d'identité. Ils identifient directement un participant, mais pas nécessaires pour des fins statistiques ou de recherche et seront donc retirés de l'ensemble de données publiées.



- b) **recodage général**: Il s'agit de l'agrégation de valeurs d'une variable en groupes prédéfinis (tels que « recodage d'âge » en groupes d'âge de cinq ans). Cette méthode peut être utilisée pour les variables numériques continues ou discrètes. Dans le cas des variables catégoriques, la méthode de recodage global regroupe des catégories semblables ou voisines.
- c) **Codage supérieur et inférieur**: Ce type de recodage global sera appliqué aux variables catégoriques numériques ou ordinales. Comme les valeurs les plus élevées et les plus petites d'une variable peuvent être rare et donc identifiable, un regroupement en dessous et au dessus d'un seuil particulier obscurcit les valeurs uniques tout en laissant intacts les autres valeurs.
- d) **Retrait des dossiers**: Cette méthode peut être utilisée lorsque les autres techniques de protection sont insuffisantes pour empêcher l'identification. Par exemple, un individu peut être le seul impliqué dans une profession particulière dans une région. Dans un tel cas, il est préférable de supprimer ce cas particulier plutôt que de supprimer la variable d'identification de l'ensemble de données. Cependant, comme cette méthode peut avoir un impact significatif sur les propriétés statistiques des données, elle sera rarement utilisée.

6.2.2. Assurance de la qualité

a. Évaluer la perte d'information

Pendant le processus de l'anonymisation des données, des informations d'identification sont supprimées à partir de données de manière à protéger la vie privée des participants aux enquêtes / de recherche, les groupes / ou communautés qui sont étudiées. Pendant ce processus, il est également important de garder la perspective de l'utilisateur à l'esprit. Cela est essentiel si le fichier publié doit remplir les exigences des chercheurs. Ainsi, la prochaine étape dans le processus d'anonymisation de données sera d'évaluer la perte d'information causée par les méthodes de limitation des risques utilisée sur un ensemble de données, c'est à dire d'évaluer dans la mesure dans laquelle les nouvelles données (modifiées) sont différentes des données d'origine. Un ensemble de données peut être estimé avoir une perte d'information basse si la structure des nouvelles données (modifiées) est similaire à la structure aux données originales. Cela garantit que les nouvelles données (modifiées) sont encore analytiquement valables.

b. Expansion des risques

L'évaluation de la qualité des données ne doit pas être limitée à la perte d'information, l'expansion de risque doit également être mesurée. Cette expansion est définie ici comme le risque de ré-identification. Ces mesures peuvent être classés comme (i) des mesures individuelles qui mesurent le risque par enregistrement c'est-à-dire le risque de ré-identifier correctement une observation (ii) des mesures globales qui mesurent le risque d'un fichier entier, c'est à dire le nombre prévu de ré-identifications correctes.

Couplage d'enregistrements basé sur la distance sera utilisée pour évaluer l'expansion du risque et assumer qu'un intrus a un ensemble de données externe qu'ils tente de connecter à la nouvelle base de données (modifiée). Ceci est basé sur une expérience de ré-identification où chacune des observations dans le nouveau fichier de données (modifiées) est lié à l'observation correspondante dans le fichier original, ainsi que l'observation la plus



proche. Le niveau de risque est défini ici comme la proportion d'enregistrements correctement liée en utilisant cette méthode.

Une fois la perte de l'information et l'expansion de risque sont déterminées à un niveau suffisamment faible et acceptable, les nouvelles données (modifiées) peuvent alors être rendues publiques.

6.3. Plan de diffusion

Des ateliers à Ouagadougou, au Burkina Faso et à Washington, DC seront organisés pour présenter les résultats de l'évaluation et de recevoir des entrées finales et commentaires. Une visite de terrain de deux semaines à Ouagadougou est prévue en juillet 2015 pour assurer des discussions approfondies avec toutes les parties prenantes qui pourraient être intéressés aux enseignements tirés de l'évaluation tels que les représentants du gouvernement, l'APD, les institutions financières individuelles intéressées et leurs associations, les prestataires de service non financier, les associations commerciales, etc.

Le rapport final sera soumis au MCC et l'APD avant les activités de diffusion au Burkina Faso. Les informations recueillies lors des activités de diffusion locale seront intégrées dans les résultats de l'évaluation avant la présentation à Washington DC pour MCC et d'autres parties prenantes concernées. La version finale de haute qualité sera ensuite soumise pour être publier avec tous les documents liés (par exemple les bases de données, des protocoles d'évaluation, etc.)

6.4. Rôles et responsabilités de l'équipe d'évaluation

Le tableau 12 donne un aperçu de l'équipe d'évaluation des rôles et des responsabilités respectives dans l'étude. Des biographies individuelles sont fournies ci-dessous.

Table 12 Vue d'ensemble de l'équipe d'évaluation

Nom du personnel	Rôle	Responsabilités
Modibo K. Camara	Chef d'équipe / Analyste Principal / Spécialiste en évaluation / Spécialiste financement agricole	La coordination l'évaluation et de contrôle de la qualité
Marie-Ellen Ehounou	Analyste Principal / Spécialiste en évaluation / Spécialiste Genre	Évaluation de la composante de formation (des services PSNF) et de l'enquête bénéficiaires finaux.
Sonia Pietosi	Analyste principale / Spécialiste financier et de crédit	Évaluation de la composante financière ARF



Nom du personnel	Rôle	Responsabilités
Kalilou Cissé	Finance rurale / Spécialiste de collecte de données	La collecte de données quantitatives et qualitatives / parle couramment Dioula.
Aboubacar Sangaré	Finance rurale / Spécialiste de collecte de données	La collecte de données quantitative et qualitatives/ parle couramment Dioula.



Dr Modibo K. CAMARA

Dr Camara a plus de 20 années d'expérience professionnelles sur les questions de développement du secteur financier, y compris neuf années au sein du Groupe de la Banque mondiale. Il est un spécialiste reconnu des questions de l'accès au financement dans les pays en développement et possède une expérience pratique de la micro-finance et le financement des PME en Amérique latine, en Europe orientale, en Asie et en Afrique. Parmi d'autres qualifications, Dr. Camara a dirigé des équipes de conseils axés sur la création de multiples stratégies dans le secteur financier et des évaluations du secteur financier. Il apporte également une vaste expérience sur les due diligences, y compris une connaissance approfondi dans le renforcement des institutions et des cas de restructuration. Dr. Camara a également une expérience en finance rurale et agricole et a récemment dirigé l'équipe A2F qui a mené deux grandes études régionales sur la finance agricole en Afrique au compte de la GIZ et la FAO. Avant A2F Consulting, qu'il a fondé en 2007, et le Groupe de la Banque mondiale, Dr Camara a travaillé chez Gemini Consulting, et IPC GmbH / ProCredit. Il détient un doctorat en économie financière, et parle anglais, français, allemand, Dioula, espagnol, portugais et russe. Il est citoyen américain.



Mlle Marie-Ellen EHOUNOU

Mlle Ehounou est une spécialiste en économie avec plus de 5 ans d'expérience. Elle a rejoint A2F Consulting en tant que personnel à temps plein en Mars 2014. Récemment, Mlle Ehounou était en charge de l'analyse des données pour l'étude du secteur SACCO menée au Kenya pour le compte de la FSD. Elle gère également la composante d'analyse de données d'un projet de banque mobile en Côte d'Ivoire qui vise à comprendre les raisons de l'inactivité des clients. Elle a également contribué avec ferveur à la conception de la méthodologie d'évaluation. Pour son employeur précédent, DevTech, elle a travaillé sur divers projets, y compris l'équipe d'analyse et de services de données économiques pour USAID, le Bureau de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes (GenDev) sur le projet de Mesure de l'intégration du genre. Elle était Co-leader et responsable de la coordination, et montage de matériaux des formations pour le personnel de l'USAID sur l'utilisation des statistiques de développement. Elle a également travaillé comme consultante pour l'Institut international de recherche sur les politiques



alimentaires sur un «Projet de cartographie du genre» et comme assistante de recherche pour la « Population Council ». Elle détient une maîtrise en économie avec une conception sur l'égalité du genre et le développement international de l'Université américaine. Elle est citoyenne américaine et parle couramment anglais, français, allemand.



Mlle Sonia Pietosi

Mlle Pietosi est consultante senior spécialisée sur l'accès au financement des questions des pays en développement, y compris la micro-finance, et la finance rurale / agricole. Depuis qu'elle a rejoint A2F Consulting, elle a travaillé sur l'évaluation du projet régional pour soutenir la «croissance orientée des femmes entrepreneurs" de la Banque africaine de développement. Cette mission comprenait des consultations intensives avec les décideurs politiques, les institutions financières et les femmes entrepreneurs dans les deux pays pilotes, le Kenya et le Cameroun. Mlle Pietosi a également codirigé la recherche sur le terrain au Ghana, le Maroc et le Burkina Faso pour l'étude régionale GIZ / MFW4A sur la coordination des politiques dans le financement agricole et, dans les mêmes pays, pour l'étude régionale de la FAO sur la promotion agro-industrie l'investissement en Afrique. Plus récemment, elle était la gérante du projet d'analyse du secteur SACCO au Kenya menée par A2F au nom de la DSE Kenya. Avant A2F, Mlle Pietosi travaillé à Madagascar Accès Banque géré par « LFS Financial Systems », où elle a aidé les agents de crédit à la fois dans les micros entreprises et les départements d'agriculture. Mlle Pietosi détient une maîtrise en économie et de la micro-finance. Elle est italienne et résidente américain, et parle italien, anglais, français et espagnol.



M. Kalilou CISSE

M. Cissé a quatre années d'expérience dans la finance, la comptabilité, et est un spécialiste de la micro-finance. Avant de joindre A2F Consulting, M. Cissé a travaillé avec la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique où ses principales fonctions comprenaient la gestion des comptes entre la trésorerie nationale et d'autres institutions, et la réalisation d'audits des activités de trésorerie. Les activités de conseil de M. Cissé englobent les opérations de crédit à PEARL Micro-finance Ouganda, y compris les évaluations du client et les Audit et gestion du portefeuille de crédit. Il a été formellement instruit en Gestion Entreprise à la Faculté des sciences économiques et de gestion, FSEG Bamako. Originaire du Mali, M. Cissé parle couramment le français, l'anglais et dioula.



M. Aboubacar SANGARE

M. Sangaré a quatre années d'expérience dans la finance, la comptabilité, et est un spécialiste de la micro-finance. Les activités de conseil de M. Sangare englobent les opérations de crédit à Nyogondeme Soba micro-finance au Mali, et PEARL Micro-finance Ouganda. Son expérience comprend également des évaluations de clients et des vérifications de crédit et la gestion de portefeuille. Il est titulaire d'un certificat de comptabilité du Centre d'Ingénierie et de l'entrepreneuriat et de l'Artisanat et des



Métiers (CITEM) au Mali. Originaire du Mali, M. Sangaré parle couramment le français, l'anglais et dioula.



6.5. Chronologie de l'évaluation

Evaluation Timeframe	Oct-14		Nov-14		Dec-14		Jan-15		Feb-15		Mar-15		Apr-15		May-15		Jun-15		Jul-15		Aug-15		Sept-15																								
	w1	w2	w3	w4	w5	w6	w7	w8	w9	w10	w1	w2	w3	w4	w5	w6	w7	w4	w8	w9	w10	w11	w12	w13	w14	w15	w16	w17	w18	w19	w20	w21	w22	w23	w24	w25	w26	w27	w28	w29	w30	w31	w32	w33	w34	w35	
Phase 1: Inception Period																																															
Review Project Documents																																															
Meetings with MCC and local stakeholders																																															
Inception Meeting																																															
Evaluation design preparation																																															
Draft Evaluation Design Report																																															
Final work plan and evaluation design report (D1)																																															
Evaluation Materials Preparation																																															
Draft Evaluation Material																																															
Final Evaluation Material (D2)																																															
Review Process/TRB approval																																															
Phase 2: Implementation Period																																															
Field Data collection																																															
Data cleaning, analysis and interpretation																																															
Evaluation Report Preparation																																															
Presentation of Draft Final Report and Findings to MCC																																															
Review MCC																																															
Draft Evaluation Report for local stakeholders review and related presentation to local stakeholders (D3)																																															
Phase 3: Review and Dissemination Period																																															
Review Process Local Stakeholders																																															
Local Stakeholder presentation																																															
Public Dissemination Efforts/Presentation																																															
Revised evaluation report, incorporating local stakeholders' comments for MCC review and approval (D4)																																															
Review MCC																																															



6.6. Plan d'exécution

Livrables	Date Limite
Rapport final de la conception de l'évaluation Plan de travail	27 Février 2015
Matériel d'évaluation final (après l'examen du comité éthique)	23 Mars 2015
Brouillon du rapport d'évaluation pour l'examen parties prenantes locales et les présentations associées aux acteurs locaux	26 Juin 2015
Rapport d'évaluation révisé, intégrant les commentaires d'acteurs locaux pour l'examen et approbation MCC	31 Juillet 2015
Rapport d'évaluation incorporant les commentaires et l'approbation finale du MCC	10 Septembre 2015
Base de données et de métadonnées finales	10 Septembre 2015



REFERENCES

Alderman, Harold. "Gestion des risques pour augmenter l'efficacité et réduire la pauvreté», Document de référence pour le Rapport sur le développement mondial 2008.

BCEAO. Bulletin statistiques Monétaires et Financières. (2013).

Cohen, Monique. «Littérature financière», Innovations en finance rurale et l'agriculture. Concentrez-18, mémoire 2, Juillet 2010. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et de la Banque mondiale

Desai BM, Mellor, JW "Finance institutionnelle de développement agricole: une étude analytique des questions critiques». Examen de la politique alimentaire 1 Synopsis. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (2002).

Hollinger, Frank. "Tendances Finance- agricoles, enjeux et défis." Ministère fédéral pour la coopération et le développement, la GIZ (2011) économique.

Hollinger, Frank. "Financement agricole Placements à terme." Financement agricole, l'alimentation et l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture, la GIZ (2004).

L'agent de Commissaire à l'information. "L'anonymisation: risque de protection gestion de données code de pratique. "Récupérée de <https://ico.org.uk/media/for-organisations/documents/1061/anonymisation-code.pdf>

Loyola University Chicago. «Institutional Review Board." Récupérée de <http://www.luc.edu/irb/>

MASA - Ministère de l'agriculture et la sécurité alimentaire du Burkina Faso (2011). Programme national pour le secteur rural - PNSR (2011-2015)

MASA - Ministère de l'agriculture et la sécurité alimentaire du Burkina Faso (2008). Recensement Général Agricole 2008

MECV- Ministry of Environment and Livelihoods of Burkina Faso (2011). *Economic Analysis of the Cotton Sector: Poverty Links and Environment*

Meyer, R. "les subventions comme un instrument dans l'agriculture financière: un avis". Document de travail conjoint de la Banque mondiale, BMZ, la FAO, la GIZ, le FIDA et le FENU (2011)

Miller, C, Jones, L. «Chaîne de valeur agricole financière. Outils et leçons ". Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (2010)

Schmidt, Reinhard H. "Financière rurale: Principes directeurs" édité par RH Schmidt et E. Kropp. Série Développement rural, TZ Verlagsgesellschaft (1987)



Temple, Matthias; Meindl, Bernhard; Kowarik, Alexander; Chen, Shuang. «Introduction au contrôle de la divulgation statistique (DDC).» Document de travail n ° 007 IHSN (2014).

Von Pischke, JD "Finances à la frontière: Capacité de la dette et le rôle du crédit dans l'économie privée", Développement étudiés EDI, la Banque mondiale (1991)

"Rapport sur le développement", la Banque mondiale, Oxford University Press (1989)

Yaron, J. "financière rurale dans les pays en développement." (2000)

Yaron, J., M. Benjamin, et S. Charitonenko. «Promouvoir efficace intermédiation financière rurale." La Banque mondiale Observer Research 13.2 (1998): 147-70.